

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

SUPPLEMENT SUISSE
N° 23 mai 1981

1ER MAI: contre les effets de la crise, préparons la riposte de classe!

PROLETAIRES, CAMARADES,

Le premier mai 1886, 190'000 prolétaires descendaient dans les rues de Chicago pour revendiquer la journée de 8 heures. C'est par une féroce répression que répondit la bourgeoisie à cette manifestation. Quelques années plus tard, l'Internationale ouvrière socialiste faisait du 1er mai la journée internationale de commémoration des victimes de la répression capitaliste et de lutte pour la journée de 8 heures.

Les manifestations du premier mai, en comparaison de ces glorieuses années de luttes ouvrières, sont devenues de sinistres promenades. Les syndicats d'aujourd'hui, en parfait chien de garde de l'ordre social existant, se gardent bien de donner une orientation de classe à cette journée historique du prolétariat. Ils en ont fait une journée d'auto-satisfaction, et du haut des tribunes les pompiers s'époumonnent à faire de la phrase devant un parterre clairsemé de moutons.

Si hier encore, pendant la période de haute conjoncture, les prolétaires pouvaient croire dans les discours de la bourgeoisie sur le dépassement des contradictions de la société capitaliste, en ramassant les quelques miettes tombées de la table du festin du pillage impérialiste, et donc pensaient qu'il était inutile de se battre car tout baignait dans l'huile, la crise de l'impérialisme depuis quelques années se charge peu à peu de faire tomber ces illusions.

La crise internationale se traduit par une montée des antagonismes entre les blocs, par une militarisation générale des Etats, par un renforcement de l'emprise des impérialismes sur leur zone d'influence, engendrant guerre, misère et oppression pour les peuples de couleur et mettant à l'ordre du jour la troisième guerre impérialiste. Pour les prolétaires, cela signifie un renforcement de leur exploitation, engendrant chômage pour les uns et surtravail pour les autres.

Bien sûr, il est courant de constater que les conditions d'existence des prolétaires en Suisse sont très largement supérieures à celles de leurs frères des pays voisins, sans parler de leurs frères des pays d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique latine. De là à dire que la crise n'a pas frappé et épargnera encore le capital suisse, c'est de l'aveuglement!

En quelques années, ce sont 300'000 prolétaires immigrés qui n'ont pas retrouvé de travail en Suisse! Dans l'horlogerie, secteur traditionnel de l'industrie suisse, le passage de la mécanique à l'électronique, c'est traduit par plus de 50'000 suppressions d'emplois pour le seul Jura, de Bienne au Locle. Dans l'imprimerie, le textile, le changement des méthodes productives et la division internationale du travail se sont traduits aussi par des milliers de suppressions d'emplois.

Comme dans tous les pays, la bourgeoisie suisse va reserrer la vis à la classe ouvrière pour se maintenir sur le marché mondial. En éliminant les secteurs arriérés comme le textile ou l'horlogerie mécanique, le capital suisse s'est préparé à frapper dans le grand secteur des machines et de la métallurgie. Un patron de l'industrie des machines déclarait que "jusqu'en 80, le secteur s'était maintenu sur le marché mondial, mais que les difficultés commenceront fin 81"...

PROLETAIRES, CAMARADES,

Tout ce qui s'accumule à l'horizon ne peut que pousser les travailleurs à se défendre. Si pour défendre ses intérêts le capital ne connaît que le renforcement de l'exploitation, les travailleurs ne doivent connaître, pour leur défense, que la lutte sur le terrain de l'affrontement direct!

La Paix du Travail, le carcan des négociations permanentes entre pontes syndicaux et patronaux sont autant d'obstacles qu'il faut démolir. De même il est nécessaire de démolir les conceptions "nouvelles" qui se font jour sur la gauche des syndicats officiels et qui préconisent une Paix du Travail relative comme alternative à la Paix absolue, et le recours à la grève... comme l'ultime et dernier moyen de lutte (et encore sous quelle forme!). Ces conceptions sont l'adaptation aux nouvelles circonstances de crise des méthodes classiques de collaboration de classe et de trahison des intérêts ouvriers.

Face à la montée des menaces antiprolétariennes, nous appelons les prolétaires d'avant-garde à revendiquer fièrement le recours aux saines traditions de lutte de classe. Nous appelons ces avant-gardes, que la nécessité de résister aux effets de la crise ne peut que faire apparaître, à tisser entre elles des liens réels de solidarité et d'organisation.

La fameuse stabilité du coût de la vie, que toutes les bourgeoisies voisines considéraient avec envie, est en train de s'effondrer. Ce n'est pas moins de 10% qui sont prévus à la fin de l'année!

Si les prolétaires n'ont pas riposté à la première vague de la crise, débutant en 73, c'est qu'ils avaient beaucoup de réserve et que l'Etat a d'abord frappé les immigrés, exploitant pour cela la profonde division et l'absence totale de solidarité entre les couches nationales. La première vague de la crise n'a pas brisé l'apathie générale du prolétariat, ni son manque de solidarité entre les différentes catégories. Désorganisés et désunis, les prolétaires semblent prêts à accepter les sacrifices imposés par le capital. Il faut rompre la vieille indifférence!

(suite en page 2)

**CORRESPONDANCE
POUR LA SUISSE**

Editions Programme
12, rue du Pont 1003 LAUSANNE

SOMMAIRE

- 1er mai: contre les effets de la crise, préparons la riposte de classe p. 1
- Zürich: die Lehren dieses Sommers p. 1
- Alternative à l'Est: Droits de l'Homme ou lutte de classe p. 2
- Interventions du parti p. 3
- Omega-Lausanne: menace de 120 licenciements p. 3
- Jura-Watch: faillite de la cogestion p. 4
- Compte rendu des réunions publiques:
 - Leçons des luttes en Pologne p. 6
 - La crise et les conditions de la défense prolétarienne p. 6
 - Amérique centrale: crise sociale et ordre impérialiste p. 7
- Prud'hommes p. 5
- Chine p. 6
- Solidarität mit den Opfern der bürgerlichen Repression
- Algerien: für die Freilassung von Benkhallat und seinen Genossen p.10

ZÜRICH:

Die Lehren dieses Sommers

Die gewaltsamen Demonstrationen, die die Züricher Jugend seit dem 30. Mai aufgebracht haben, haben manche Bourgeois beunruhigt. Zunächst, weil sie aufgrund eines auf den ersten Blick zweitrangigen Motives ausbrachen, nämlich aufgrund der Bewilligung eines Kredits über 61 Millionen sfr. für die Oper durch die Stadtverwaltung. Zweitens, weil die Bewegung bei den ersten Repressionsmassnahmen der Polizei nicht etwa zusammengebrochen ist, sondern daraus neue Kraft schöpft hat. Und schliesslich, weil die Demonstrationen einige Male gewaltsam verliefen, und zwar in einem solchen Ausmass, wie es bis dahin in diesem "gelobten Land" der Banken und des sozialen Friedens unbekannt war.

Seit Kriegsende ist die Forderung nach einem Jugendzentrum in Zürich wiederholt gestellt worden. Bei der Globus-Bewegung 1968 und der "Bunkerrepublik" im Jahre 1971 sah man, wie sich die Züricher Jugend in Bewegung setzte, um ihr als legitim empfundenes Bedürfnis (nach

dem Jugendzentrum) zu befriedigen. In diesem Sommer war die von der Stadt vorgenommene Erhöhung der Subventionen für die Oper Anlass für den Ausbruch der Bewegung. Diese Subventionen hätten dazu geführt, dass sich die Oper auf einen Raum (die Rote Fabrik) ausdehnen würde, der als zukünftiges Jugendzentrum versprochen war.

Die Züricher Jugendbewegung ist nur ein Ausdruck des tiefen sozialen Unbehagens, das durch die kapitalistische Unterdrückung hervorgebracht wird: Die Gewalt auf der Strasse ist die Antwort auf die Gewalt einer Gesellschaft die den Proletariern nur die Wahl lässt zwischen dem Zuchtthaus der Mehrwertproduktion und dem Elend des Ausschlusses aus der Gesellschaft, zwischen der Unterwerfung

(suite en page 9)

Permanences du Parti

A LAUSANNE: tous les samedi de 10h à 12h
12, rue du Pont, atelier au rez sup.

Alternative à l'Est : Droits de l'Homme ou lutte de classe [3] fausse solidarité du CSSOPE

Dans les deux derniers "Supplément au prolétaire" (nos 21 et 22), nous avons examiné d'une part la question des "droits de l'homme" du point de vue du socialisme scientifique et d'autre part comment l'intelligentsia de l'Est en fait son cheval de bataille. Notre objectif dans les deux premiers articles de cette série était de montrer que ces fameux "droits de l'homme" dont parle tant la bourgeoisie et l'opportunisme sont absolument étrangers à la lutte de classe. Ils sont les fossesoyeurs des élans prolétariens dans la défense de leurs conditions d'existence et feront place demain, lorsque leur effet soporifique ne sera plus efficace ou plus nécessaire, à la répression ouverte de la classe ouvrière. La mitraille et les "droits de l'homme" ne sont que deux armes, l'une physique et l'autre idéologique, aux mains du même capital, pour tendre vers le même but: s'assurer du silence du prolétariat.

Dans ce dernier chapitre nous examinerons quelles sont les bases sur lesquelles le CSSOPE (comité de solidarité socialiste avec les opposants des pays de l'Est) s'est fondé et quels sont ses objectifs.

Les pires ennemis du prolétariat ont toujours été les courants qui s'affichent comme les authentiques représentants de la classe ouvrière tout en défendant, dans leur théorie et leur pratique politiques, des intérêts qui sont l'exclusive d'autres classes. Quand on aborde la question de la défense des intérêts immédiats et historiques du prolétariat de l'Est, le danger que représente ces courants est d'autant plus grand que la confusion dans la conscience ouvrière est extrême sur la nature réelle des pays de l'Est, faussement baptisés "socialistes". Ce danger existe tant sur le plan général que sur celui de questions particulières comme celle de la solidarité ouvrière internationale. Or sur ce terrain-là, ils exercent localement leur influence au sein du CSSOPE, comité regroupant tout ce que l'on peut trouver comme démocrates petits-bourgeois, de la gauche socialiste aux trotskistes dégénérés.

Le premier fondement constitutif du CSSOPE est évidemment la défense des "droits de l'homme" à l'Est, qui dans sa variante de gauche revient à la défense d'un "socialisme cent pour cent démocratique". Les nécessaires droits pour lesquels doit lutter le prolétariat de l'Est, notamment le fondamental droit d'organisation, qui sont des droits que l'on revendique pour créer un terrain plus favorable au développement de la lutte de classe, et dans la mesure où ils sont ressentis comme un besoin réel par la classe ouvrière, deviennent dans l'orientation démocratique du CSSOPE des idéaux en soi du socialisme.

Que l'on ne s'y trompe pas. Pour nous, le socialisme sera une société non oppressive, où toutes les conditions sociales seront

réunies pour que l'individu ne soit plus écrasé et détruit par la boulimie productiviste du capital (1). Ces conditions sociales sont justement la disparition des classes sociales. Dans le socialisme, la question des droits démocratiques, liée à l'existence de classes antagoniques pouvant imposer leur domination l'une sur l'autre, ne se posera pas.

La question des droits démocratiques ne peut se poser que dans la phase de transition du capitalisme au socialisme. Cette phase de transition, n'en déplaise à tous les "communistes" qui ont réduit Marx, Engels et Lénine à l'état de fossiles préhistoriques, ne sera autre que la dictature du prolétariat. Or dans cette phase, la question des droits ne se pose que de la manière la plus inégalitaire puisque sous la domination de classe du prolétariat tous les droits sont retirés aux anciennes classes au pouvoir.

Le second fondement est de considérer le mode de production à l'Est comme "socialiste". La tare essentielle de la société ce n'est pas l'exploitation de la force de travail des prolétaires par le capital, concentré dans les mains de l'Etat, mais la formation d'une caste de bureaucrates s'attribuant des privilèges et totalisant le pouvoir.

Le remède à tous les maux des sociétés de "socialisme existant réellement" est donc pour le CSSOPE, la démocratisation de l'appareil d'Etat et de parti. C'est ainsi que: "le socialisme ne peut être qu'avec l'existence et la pratique de tous les droits démocratiques" et que: "la démocratie socialiste doit être animée par une diversité de tendances et de partis".

lutte de classe depuis les premières attaques de 70 jusqu'au mouvement de 80.

La condition pour renouer avec les méthodes de lutte de classe, utilisées par les prolétaires de Pologne, est de rompre une fois pour toute avec la tradition de collaboration de classe des syndicats actuels! La bourgeoisie s'apprête à passer à l'attaque, préparons-nous à riposter par l'affrontement direct:

I en mai : contre les effets de la crise préparons la riposte de classe!
(suite de la page 1)

L'une des grandes leçons du mouvement ouvrier polonais de l'été passé, est qu'une classe ouvrière organisée pour défendre ses intérêts sur le terrain de classe, est une force colossale. Mais cette organisation n'est pas née spontanément. Elle est le fruit d'un long travail des éléments prolétariens les plus avancés, forgés à la

- A bas la paix du travail !
- Vive la grève ! Vive la lutte de classe !
- Pour lutter il faut s'organiser !
- Solidarité et front uni des prolétaires !

L'action menée par le CSSOPE fait donc l'amalgame entre toute forme d'opposition à l'Est, salue positivement les organisations de défense des "droits de l'homme" ou de surveillance de l'application des accords d'Helsinki, comme elle salue la lutte des prolétaires polonais! (2)

Les formes d'action du CSSOPE sont donc à la mesure de son démocratisme vulgaire: pétitions, lettres de protestations à Brejnev, etc...

CE QUE DOIT ETRE LA SOLIDARITE DE CLASSE

La solidarité du prolétariat avec les victimes de la répression bourgeoise et avec les luttes ouvrières, à l'Est comme ailleurs, doit se démarquer de la solidarité verbeuse des démocrates.

La solidarité de classe n'est pas s'offusquer des abus de la bureaucratie en envoyant quelques mots de protestation à Brejnev, démarche typique de ceux qui croient au vertu de l'opinion publique. L'Etat bourgeois ne recule pas devant ces piètres atermoiements!

Devant les difficultés d'exprimer d'autres formes de solidarité dans la situation de calme social total, les prolétaires ne doivent pas en conclure qu'il faille trouver des palliatifs de ce genre. Pendant la grève des typos, les travailleurs ont organisé une collecte en faveur de leur frère polonais. Si dérisoire, à l'échelle internationale, que peut paraître ce geste, il est l'expression d'une authentique solidarité de classe.

Par contre, quand les bonzes centraux de l'USSR saluent et encouragent verbalement les grévistes polonais, alors qu'ici ils sont les ardents partisans de la paix du travail, ils révèlent ouvertement leur rôle de défenseur de l'ordre social.

Quels sont donc les buts que les communistes attribuent à la solidarité de classe?

Tout d'abord, il y a un objectif immédiat évident: celui de renforcer la lutte des prolétaires d'une aire particulière et de contribuer à leur victoire.

L'autre objectif fondamental est de poser les jalons d'une unité internationale prolétarienne

pour que la classe ouvrière agisse comme une seule classe face au capital international. Cette unité du prolétariat mondial est une des conditions nécessaires pour assurer le développement mondial de la révolution prolétarienne.

C'est dans la perspective de la dictature mondiale de la classe ouvrière que les communistes appellent à la solidarité de classe.

(1) Sur la question du droit dans le socialisme, il est intéressant de relire la "Critique du Programme de Gotha" de Marx.

(2) Sur les différences à faire entre le contenu et la nature de ces diverses oppositions, voir la deuxième partie de l'article publié dans le numéro précédent du supplément.

KOMMUNISTISCHES PROGRAMM

Nr.27 Januar 1981

Inhalt:

Der Klassenkampf ist lebendiger denn je!
Die Rolle der Nation in Geschichte
Die "Übergangsforderungen" in der kommunistischen Taktik
Ulster - letzte englische Kolonie

Presse du Parti

programme communiste
REVUE THEORIQUE TRIMESTRIELLE EN FRANÇAIS

communist program
REVUE TRIMESTRIELLE EN ANGLAIS

el programa comunista
REVUE TRIMESTRIELLE EN ESPAGNOL

kommunistisches programm
REVUE TRIMESTRIELLE EN ALLEMAND

il programma comunista
JOURNAL BIMENSUEL EN ITALIEN

le prolétaire
JOURNAL BIMENSUEL EN FRANÇAIS

el comunista
JOURNAL MENSUEL EN ESPAGNOL

proletarier
JOURNAL BIMENSUEL EN ALLEMAND

el - oumami
BULLETIN BIMENSUEL FRANÇAIS-ARABE
POUR LE MAGHREB

el proletario
BULLETIN TRIMESTRIEL EN ESPAGNOL
POUR L'AMERIQUE LATINE

kommounistikô prôgramma
BULLETIN TRIMESTRIEL EN GREC

enternasyonalist proleter
BULLETIN TRIMESTRIEL EN TURC

**Soutenez la presse
du Parti**

**Diffusez-la !
Abonnez-vous !**

NOUS SALUONS LA PARUTION D'UN NOUVEL ORGANE DE PRESSE EN TURC

**Enternasyonalist
Proleter**

Enternasyonal Komünist Partisi



Interventions du parti

Nous publions ici des extraits de tracts diffusés ces derniers mois par notre organisation :

A PROPOS D' "ETRE SOLIDAIRE"

Les prolétaires n'ont pas de patrie, ils n'ont qu'un monde à gagner :

Prolétaires, camarades,

L'abolition du statut de saisonnier que les syndicats réclament en parole ou en initiative, mais qu'ils ne font surtout rien pour l'imposer par la lutte de classe, cache en réalité :

- La défense du contingement annuel des travailleurs étrangers admis en Suisse; cela signifie se mettre du côté de l'Etat et des patrons pour faire de l'immigration un volant de main d'œuvre dans lequel le capital puise à volonté les forces de travail qui lui sont nécessaires.

- La défense, le maintien et le renforcement de la police des étrangers, puisqu'il faut bien que l'USS se donne les moyens d'appliquer et de faire respecter le contingentement. Cela signifie se mettre du côté des flics qui refoulent des milliers de travailleurs sans papier à la frontière chaque année, qui briment les immigrés durant leur séjour en Suisse et expulsent les ouvriers trop combattifs qui sont un danger pour la paix du travail si chère à nos bonzes.

- La défense des statuts discriminatoires, frontaliers, annuels ou d'établissements, excluant les mêmes droits aux immigrés qu'aux suisses et constituant autant de divisions entre les prolétaires de nationalités différentes. (...)

Prolétaires, camarades,

Aujourd'hui c'est la journée de l'hy-pocrisie ! La solidarité qu'affichent les directions syndicales avec les saisonniers est de la même eau sale que la solidarité affichée avec les ouvriers polonais !

La défense du prolétariat immigré c'est la lutte pour l'unité ouvrière. Or l'unité ne s'acquiert que par la lutte et non par les initiatives et autres pleurnicheries, et que dans un combat contre toute défense des privilèges d'une couche sur l'autre. Seule l'action de classe, par l'usage de la grève sans préavis ni limitation préalable de durée, peut unir réellement le prolétariat par delà les nationalités. Cette lutte doit prendre pour cible toute discrimination envers les prolétaires immigrés. (...)

1er nov. 1980

ETRE SOLIDAIRE : Une politique raisonnable pour le capital qui perpétue les divisions au sein de la classe ouvrière :

Prolétaires, camarades,

Le phénomène de l'émigration est un pur produit du développement capitaliste

Mars 1981

Omega-Lausanne : menaces de 120 licenciements

L'industrie horlogère a été un des secteurs le plus touché par la crise. Devant faire face à une concurrence acharnée sur le marché mondial, les patrons de l'horlogerie se sont livrés à une restructuration totale de l'appareil de production et ont décuplé la productivité du travail. La conséquence: des milliers de prolétaires mis à pied.

C'est ainsi qu'à Lausanne, Omega menace de licencier 120 travailleurs! Face à cette attaque patronale, les travailleurs sont décidés à ne pas rester les bras croisés pour sauver leur place de travail.

Cette volonté de ne pas se laisser simplement bouffer par

et ne pourra disparaître avec sa cohorte de misère humaine que par la destruction du capital. Face au capital, la défense des conditions de vie et des droits des immigrés ne peut s'exercer que par l'usage des méthodes de la lutte de classe. C'est désarmer les prolétaires que de leur faire croire que l'élimination de cette misère s'opèrera, dans le cadre même de l'Etat bourgeois, en aménageant quelques lois dans la juridiction bourgeoise. L'initiative ETRE SOLIDAIRE veut nous faire croire qu'elle défend par le moyen du bulletin de vote les conditions d'existence des immigrés et fortifie l'unité internationaliste des prolétaires. Ce n'est qu'une apparence trompeuse! Derrière son discours à consonance chrétienne, se cachent les mêmes principes de division et d'exploitation que ceux des patrons. (...)

Prolétaires, camarades,

La lutte contre les statuts discriminatoires est un objectif que la classe ouvrière doit s'approprier. Mais cette lutte ne peut que renaitre sur le terrain de la lutte réelle, c'est-à-dire sur le terrain de la défense des intérêts immédiats des prolétaires. La recombinaison des forces de la classe ouvrière passe par la tâche quotidienne de tisser des premiers liens organisationnels entre les prolétaires et groupes de prolétaires d'avant-garde. Celui qui prétend que la classe est en mesure de se défendre aujourd'hui, ne fait que prendre ses désirs pour des réalités.

La lutte pour l'abolition des statuts discriminatoires ne peut être qu'une lutte d'envergure qui voit la classe ouvrière affronter de manière organisée la classe bourgeoise et son Etat. L'initiative, institution de la démocratie bourgeoise au service exclusif de l'ordre social, ne peut en aucun cas favoriser la construction d'un front de classe prolétarien. Elle ne peut au contraire que renforcer les illusions sur les moyens d'échapper au réel travail d'organisation tout en renforçant les divisions entre les privilégiés qui peuvent aller voter et les autres.

- Pas de licenciements, pas de répression pour les ouvriers de Préverenges !
- Solidarité de classe !
- Non au contrôle de l'immigration !
- Non à tous les statuts !
- Egalité totale des droits !
- Pour le front uni du prolétariat !
- Pas de soutien à ETRE SOLIDAIRE !
Pour les travailleurs victimes du marché noir :
- Régularisation immédiate des sans-papiers !

Mars 1981

A PROPOS DES TRAVAILLEURS DU SECTEUR PUBLIC A GENEVE

Moins de travail, plus de salaire, deux mots d'ordre qui appellent le retour à des méthodes de lutte de classe :

(....)

Prolétaires, camarades, (...)

Si aujourd'hui les travailleurs de l'Etat se mettent en mouvement, cela démontre que l'Etat n'est pas au dessus des classes mais qu'il est bien le comité central de gestion de la société bourgeoise ou mieux, la trique qui permet la reproduction de l'ordre social. En revendiquant de meilleures conditions de vie et de travail, les travailleurs de la fonction publique affirment leurs intérêts de prolétaires comme radicalement opposés à ceux de l'Etat. En revendiquant plus de salaire et moins de travail ils portent en avant les deux revendications classiques du mouvement ouvrier.

Prolétaires, camarades, (...)

Briser le joug infernal de la "Paix du travail" qui les lie au char de l'Etat, voilà le passage OBLIGATOIRE pour tous les prolétaires qu'ils travaillent dans le secteur privé ou public. Chez les typos, la nécessité de l'arme de la grève s'est peu à peu imposée comme une nécessité, malgré le sabotage crapuleux de toutes les directions syndicales, et c'est là une leçon pour tous les prolétaires.

Aujourd'hui, les travailleurs de la fonction publique doivent porter en avant dans tout leur mouvement les exigences de lutte suivantes :

- A BAS LA PAIX DU TRAVAIL !
- VIVE LA GREVE, SANS PREAVIS NI LIMITATION PREALABLE DE DUREE !
- UNITE DANS LA LUTTE ENTRE TRAVAILLEURS NOMMES ET AUXILIAIRES, MEME STATUT POUR TOUS DANS LA FONCTION PUBLIQUE !

Janvier 1981

Pour une véritable défense prolétarienne Préparons-nous : Organisons-nous !

(...)

Pour combattre les effets de la crise, les organisations syndicales existantes sont incapables d'organiser la riposte des travailleurs. A l'attaque de l'Etat-patron ils n'ont su qu'avancer la perspective d'une pétition. Non contents de verser des larmes de crocodiles sur la dureté de l'Etat-patron, les syndicats en véritables chiens de garde de l'ordre bourgeois avancent l'argument crapuleux qu'améliorer les conditions de travail EST la condition pour "éviter la dégradation du service public". Lier le sort des exploités à la bonne marche des entreprises est le fondement de la position syndicale dans le secteur privé ! Son pendant dans le secteur public est de lier le sort des fonctionnaires à la bonne marche des services étatiques. Mais les travailleurs n'ont pas plus d'avantages à retirer de la bonne marche de l'Etat qu'ils n'en ont de la santé de l'économie privée. L'Etat n'est pas au-dessus des classes, il est la "trique" qui permet la reproduction de la société bourgeoise. (...)

Prolétaires, camarades :

En appelant les travailleurs de la fonction publique à cette assemblée (celle du 3 mars N.d.r.), les syndicats espèrent qu'ils cautionneront leur vision gradualiste et pacifiste des luttes autour du tapis vert. La pétition au bas de laquelle plus de 7500 signatures ont été apposées ne révèle rien d'autre que les terribles illusions qui sévissent encore parmi les travailleurs. Elle prouve qu'ils sont loin d'être capables de s'organiser réellement pour la défense de leurs intérêts et délèguent cette nécessaire lutte à des négociateurs incapables d'obtenir autre chose que de vaines promesses sans lendemain. (...)

Pour sortir de l'ornière que constitue la méthode des négociations permanentes chères à la droite syndicale et son complément l'activisme sans principe de la pseudo-gauche, nous communistes appelons les éléments d'avant-garde à préparer le terrain des luttes pour demain. PREPARER LE TERRAIN, c'est démontrer que la satisfaction des besoins réels de la classe ne peut être que le résultat d'

une lutte dans l'affrontement direct, c'est montrer que seule l'utilisation de la GREVE SANS PREAVIS et SANS LIMITATION PREALABLE DE DUREE est un gage de victoire. Toute autre vision de la lutte immédiate ne peut que se mettre à la remorque des méthodes proposées par les syndicats opportunistes au nom du réalisme ou lancer sans préparation les travailleurs dans des luttes sans devenir. (...)

Pour la préparation de la lutte sur les revendications avancées :

- 40h. de travail hebdomadaire
- 5 semaines de vacances pour tous
- 16 semaines de congé-maternité et interdiction de licencier les femmes enceintes

à l'exclusion de la défense du service public dont les travailleurs devraient se moquer.

- MONTRONS PAR UNE PROPAGANDE LARGE L'URGENCE DES METHODES DE LUTTE ACTIVE !
- ORGANISONS DES ASSEMBLES DE PERSONNEL DANS LES SERVICES PENDANT LES HEURES DE TRAVAIL !

- TISSONS DES LIENS ORGANISATIFS ENTRE LES TRAVAILLEURS UNIS DANS LA LUTTE, PAR DELA LES LIMITES DE CATEGORIES ET DE SERVICES !

LA LUTTE EST NECESSAIRE POUR LA DEFENSE PROLETARIENNE, L'ORGANISATION DES TRAVAILLEURS EN EST LA CONDITION D'EXISTENCE !

mars 1981

Pour une large mobilisation ! Pour une réelle préparation à la grève seul moyen d'obtenir l'ensemble de nos revendications !

Prolétaires, camarades !

(...) L'assemblée du 3mars a été présentée par les bonzes syndicaux comme un succès de la mobilisation. Plutôt que de se gargariser de mots ronflants et de prendre ses rêves pour des réalités, les travailleurs doivent voir :

- quel est le rapport de force réel,
- quels sont les moyens pour imposer les revendications,
- quel doit être le travail de préparation pour guider le mouvement sur un terrain de classe.

Les 1500 travailleurs présents expriment l'inquiétude des fonctionnaires de voir leur sécurité remise en cause et de voir leurs conditions de vie se dégrader de plus en plus. Cependant l'affluence des travailleurs à l'assemblée n'est pas un gage de succès en soi. Les assemblées deviennent un succès lorsque l'ensemble des travailleurs s'engage réellement à se battre en utilisant des armes de classe. Or, l'assemblée a démontré que la confusion est encore grande chez les travailleurs quant aux moyens à utiliser.

Le comité du mouvement a eu la tâche facile pour illusionner les travailleurs sur l'efficacité des moyens "de lutte" proposés. Quels sont donc les moyens que l'assemblée s'est donnée pour faire aboutir ses revendications ?
- Une journée d'action - une manif - une séance de négociations.

Les travailleurs ne doivent évidemment rien attendre de négociations; ni d'une manif ou journée d'action si elles se limitent à des récoltes de signatures et ne sont pas présentées comme moyen d'agitation en faveur de l'usage de la lutte directe comme seule possibilité de faire plier les patrons de l'Etat.

Le débrayage peut faire partie des moyens de préparation à une lutte plus large, mais il ne constitue pas un moyen de pression en lui-même, comme les bonzes nous le présente. Soucieux de la bonne marche du secteur public, les pompiers syndicaux l'utilisent comme soupape de sécurité, d'autant plus qu'ils veulent l'assortir d'un préavis!

Prolétaires, camarades,

Sans un travail de préparation concret sur le terrain de classe, notre mouvement se désagrègera, bouffé par des négociations qui traînent en longueur - tactique habituelle de l'Etat-patron - cautionnées par les syndicats depuis la naissance de la paix du travail.

avril 1981

(suite en page 4)

OMEGA LAUSANNE: menace de 120 licenciements
(suite de la page 3)

déroulement en abandonnant totalement les tâches que nécessite la préparation à la lutte. Qu'est-ce qu'il y a donc à négocier avec les patrons? Rien! On ne marchandait pas les licenciements, on a rien à attendre des promesses patronales dont le seul but est de démobiler les ouvriers afin de frapper dur et rapidement un peu plus tard.

On a trop souvent vu les directions syndicales crier victoire après avoir marchandé le nombre de licenciements, et on a trop souvent vu les patrons, après cette victoire qui était réellement la leur, mettre à la rue le solde des ouvriers dans une deuxième vague de licenciements (dernier exemple dans l'horlogerie: Lémania!).

On a trop souvent vu de marchandages se terminant par des promesses de recyclage ou de remplacement prioritaire (donc au détriment d'autres travailleurs!) qui n'aboutissent qu'à la désillusion et à la division et qui en démoralisant les travailleurs laissent la place libre pour d'autres licenciements.

On a trop souvent vu les pompiers syndicaux à l'oeuvre pour enfermer les luttes, même lorsqu'elles utilisaient spontanément l'arme de la grève, tout faire pour les enfermer dans un dédale de négociations, tribunaux de conciliation et autre étiquetage de luttes.

Mais on a trop peu vu les travailleurs suivre l'exemple de Matisa en 76! Pourtant c'est cet exemple qui doit encore dans les luttes immédiates servir de référence!

Les négociations épuisent et divisent les travailleurs, la grève renforce leurs rangs et crée le seul rapport de force capable de faire plier les patrons.

JURA-WATCH: faillite de la cogestion!

Au début de l'année l'entreprise horlogère Jura-Watch fermait définitivement ses portes mettant sur le pavé quelques 20 travailleurs. Si nous soulignons cette fermeture, c'est pour dénoncer les illusions véhiculées par les syndicats (la FTMH dans ce cas) et la gauche de tout horizon sur les bienfaits de la cogestion, pour certains, de l'autogestion pour les autres.

Jura-Watch a en effet été racheté en 1977 après une première faillite à raison de 60% par le personnel et 30% par la FTMH, avec l'assurance que la gestion ouvrière serait une démonstration d'efficacité aux patrons horlogers.

Mais les travailleurs de Jura-Watch ont été pris au piège du marché et n'ont pas été plus capables que leur ancien patron de surmonter la crise.

La bonne marche d'une entreprise ne dépend nullement de l'honnêteté et la clairvoyance de ces gestionnaires, mais des rapports de concurrence sur les marchés. Ces rapports aucun individu ni même aucun Etat n'a le pouvoir de les contrôler!

Cet exemple de Jura-Watch est typique de l'attitude des bonzes syndicaux face aux fermetures d'entreprises. Plutôt que d'organiser les prolétaires à faire payer au plus cher leur licenciement, ils les orientent systématiquement vers l'illusion de la sauvegarde de la boîte par la participation des travailleurs. Rien de plus acceptable pour le

capital que cette solution, elle permet de faire accepter une première vague de licenciements dans l'espoir que les "camarades-patrons" en sauvant de la ruine l'épave, réengagent les licenciés plus tard (voir Lip!) et ensuite, permet de licencier le reste quelques temps plus tard sans riposte ouvrière puisque les licenciements sont autoconsentis.

M. Mottaz, bonze FTMH local et président du conseil d'administration de Jura-Watch, déclarera sans peur du ridicule que: "Il n'y a pas à gloser sur cette expérience. La formule de notre société n'est pas en jeu. Ce qui s'est passé, c'est que nous n'avons pas eu assez de travail; nous n'avons pas réussi à trouver suffisamment de débouchés et notre chiffre d'affaires était insuffisant".

Mais voyons, n'est-ce pas là le problème de tout capitaliste? Quel est donc le patron qui ne dise pas la même chose lorsqu'il met la clef sous le paillason? Ce discours pleurnichard, où le patron écarte sa responsabilité pour la reporter (avec raison) sur celle du marché qui se rétrécit, de la concurrence toujours plus forte, etc..., les ouvriers n'ont-ils pas l'habitude de l'entendre lorsqu'ils se font jeter à la rue?

La voie de la participation, de la cogestion ou de l'autogestion c'est la mise à mort de toute possibilité de défense pour les prolétaires. Cet exemple, après celui de Lip, vient encore le confirmer.

Programme communiste

Sommaire du numéro 84-85 :

- * La Pologne confirme: besoin de l'organisation - besoin du parti
- * Le procès de Blida
- * Les perspectives de l'après-guerre
- * Les communistes et les luttes ouvrières ("Que faire?" hier et aujourd'hui)
- * Trotsky, la Fraction de gauche du P.C. d'Italie et les "mots d'ordre démocratiques"
- * L'extrême-gauche "anti-sioniste" et la question palestinienne
- * Un mythe usé: le "socialisme" de l'Est

LISEZ ET DIFFUSEZ!

**"LE PROLETAIRE"
PROGRAMME
COMMUNISTE**

A LIRE :

Est paru au EDITIONS PRO-METHEE, un texte fondamental de LEON TROTSKY écrit dans le feu de la révolution russe :

"TERRORISME ET COMMUNISME"

Le volume de 208 pages peut être commandé au :
Ed. Programme,
12 Rue du pont,
1003 Lausanne.

COMPTE RENDU DES REUNIONS PUBLIQUES LECONS DES LUTTES EN POLOGNE

Que se soit pour le capital ouest-européen ou pour le capital est-européen, les luttes ouvrières en Pologne sont lourdes de conséquences. La Pologne, marché convoité de l'Ouest, bastion établi de l'Est, est à la croisée des zones d'influence des puissances impérialistes et chaque secousse sociale fait trembler tout l'édifice des rapports impérialistes et de la répartition des zones d'influence en Europe.

Développement capitaliste en Pologne

Après la dernière guerre impérialiste et alors que l'Ouest connaissait les bienfaits des capitaux américains du plan Marshall, la Pologne, que le découpage de Yalta avait fait passer dans le panier russe, ne se trouvait pour reconstruire son économie dévastée qu'avec la seule force de travail des prolétaires et avec l'obligation d'orienter sa production non en fonction de ses intérêts nationaux mais en fonction des besoins de Moscou. Malheur au vaincu, même dans le camp socialiste!

L'accélération de l'exode rural viendra rendre encore plus intenable la situation sociale en formant une armée de réserve de 800'000 chômeurs.

Dans les années 60, la Pologne commence à étudier son intégration au marché mondial.

Mais la qualité de ses produits ne lui permet pas de percer le marché sans pratiquer le dumping. Pour la classe ouvrière cela signifie licenciements, augmentation des dépenses, diminution des salaires. Pour le capital, cela signifie la nécessité de mettre tout le poids des efforts sur les liens de produc-

tion au détriment des biens de consommation.

En 1970, l'industrie polonaise et la production agricole dépendait de l'URSS dans les rapports suivants: pour le pétrole à 100%, pour le manganèse à 88%, pour l'aluminium à 87%, pour le fer à 85% pour le cuivre à 64% et pour les céréales à 51%.

Malgré la surexploitation de la classe ouvrière, la Pologne ne parvient pas à faire face à la concurrence et se trouve dans l'obligation de faire appel aux capitaux occidentaux dès les années 70. De lourds investissements de 71 à 73 seront opérés dans le secteur des machines, entraînant une augmentation des importations de 22% (valeur des produits achetés avec les capitaux prêtés: 15 milliards de \$).

C'est en 74, alors que le déficit de la balance commerciale

atteint les 9 milliards de zlotys que la Pologne, endettée jusqu'au cou, freine ses investissements, mais laisse une situation financière catastrophique et irrémédiable. En 79, le seul service de la dette (remboursement des prêts) est de 4,10 milliards de dollars, ce qui représente la valeur de 23% des importations venant de l'Ouest (avec les nouveaux prêts accordés en 80 ce service passe à 70% des importations de l'Ouest).

Si la situation industrielle et financière est catastrophique, la situation agraire l'est autant. Après l'échec de la collectivisation forcée, l'Etat est obligé en 56 de décollectiviser la terre et de la fractionner à tel point que la moyenne de surface exploitée aujourd'hui est de 5 ha. Les fermes d'Etat seront aussi abandonnées aux koulaks.

Si l'Etat abandonne la campagne c'est qu'il n'y a pas de possibilité d'y accumuler rapidement le capital. Le rythme de renouvellement du capital dans la production agraire est celui d'une récolte, soit une année! L'accumulation capitaliste y est donc, de ce fait, des plus lente.

Pour l'Etat polonais, vu le faible rendement de la production agricole mais l'obligation d'exporter une partie importante d'importations, le ravitaillement des villes est un problème insoluble. De 56 à 71, le quintal

de blé et le kilo de veau augmentent de 300%, le kilo de bœuf de 200%.

La question agricole est donc un boulet au pied de l'Etat. D'une part la production agricole absorbe les subventions de l'Etat sans être capable de ravitailler les villes (la moitié de la production de viande, par exemple, part à l'exportation), d'autre part, elle plonge une partie toujours plus importante des paysans dans le prolétariat en gonflant ainsi l'armée de sans réserve soumis au chômage.

Cela n'empêchait pas en 1970 le président du Conseil d'Etat de déclarer: "Les polonais dépensent trop d'argent pour la nourriture et n'achètent pas assez de biens de consommation de fabrication industrielle". Pour celui qui a faim, il n'y a pas le choix entre la TV et le beefsteak!

Le poids de la domination russe

L'URSS, au nom du "socialisme", véhicule le principe propre à l'idéologie mercantile de "l'avantage réciproque" qui voudrait que chacun vende à l'autre l'équivalent exact de ce qu'il a acheté. La réalité est évidemment bien différente, et cer-

(suite en page 5)

Spendenaufufr!

FÜR DIE VERTEIDIGUNG DER GEFANGENEN
VON BLIDA

Geldspenden können auf folgendes Postcheckkonto unter dem Stichwort "SOLIDARITÄT ALGERIEN" überwiesen werden:

Gert Eichhorn - edition programme
Postcheckkonto 9635-107, Berlin-W.

COMMANDE POUR LA PRESSE INTERNATIONALE

EDITION PROGRAMME : 12 rue du Pont
1003 LAUSANNE

● Le manifeste international du parti est disponible

De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste

Série le prolétaire. 76 pages. prix : 6 F.

Pour contrecarrer les luttes : les prud'hommes !

Sur le canton de Vaud, le cartel syndical, le PS, le POP et les juristes progressistes ont lancé une initiative pour "la révision de la loi sur les tribunaux de prud'hommes", demandant la généralisation de ces tribunaux à tous les districts. L'objectif de cette initiative est de mettre sur pied "une justice simple, rapide, efficace et bon marché".

Nous savons ce que cela signifie en réalité! Les bonzes syndicaux et les vieux réformistes, qui doivent s'effrayer des nuages noirs qui s'amoncellent à l'horizon de l'économie nationale,

veulent construire tout un réseau de cul-de-sac pour la défense des conditions d'existence des prolétaires. A la défense ouverte sur le terrain de classe, à la solidarité ouvrière face aux attaques patronales sur des camarades de travail, les pompiers sociaux pourront opposer la voie pacifique et inoffensive pour le patron des tribunaux de prud'hommes.

Encore un moyen de plus pour enfermer les prolétaires dans la gangue de la paix sociale et pour les illusionner sur une justice soit-disant neutre!

LEÇONS DES LUTTES EN POLOGNE (suite de la page 4)

tains exemples parlent d'eux-mêmes :

- Moscou paie ses importations en roubles non convertibles, mais les satellites du Comecon sont dans l'obligation de payer en devises étrangères fortes,
- 90% de la production navale est destinée à l'URSS, et la soumet ainsi aux intérêts russes.
- Toutes les matières premières viennent de l'URSS, lui permettant ainsi de soumettre la Pologne au chantage de l'approvisionnement.
- Après la dernière guerre impérialiste, l'URSS procédait au démantèlement et au transfert des installations industrielles polonaises, achetait le charbon au dixième du cours mondial, etc....
- Les importations de technologies occidentales ruinent la Pologne mais sont directement utilisées par les russes pour la fabrication de machines
- etc.....

Pour l'URSS, la Pologne joue aussi un rôle stratégique important dans son dispositif de défense (ou d'attaque) militaire. Elle est le passage des blindés entre l'URSS et la RDA, citadelle avancée du Pacte de Varsovie et problème permanent de la division de l'Allemagne.

Luttes ouvrières

Comme en 1970 et en 1976, les grèves en Pologne sont déclenchées par l'augmentation et la pénurie des denrées alimentaires; notamment la viande. Mais aux revendications concernant le ravitaillement - pointe de l'iceberg - s'ajoutent d'autres revendications économiques, salariales, horaires, réintégration des licenciés, etc....

Mais ce qui est caractéristique c'est que le mouvement de grève se place sur le terrain politique en avançant des revendications qui s'attaquent directement à l'autorité et à la structure de l'Etat. (Notamment la dissolution du conseil central des syndicats officiels, la reconnaissance des organes de lutte des ouvriers).

La grande leçon des ouvriers polonais, c'est leur organisation de la lutte, c'est la compréhension instinctive de se placer sur le terrain de la lutte de classe, de ne faire aucune confiance dans la vertu des négociations, d'étendre leur lutte par delà les frontières de l'entreprise, de la ville et de la région, d'unifier leurs rangs sur les mêmes revendications et les mêmes méthodes de lutte de classe.

Devant la force des grèves de Gdansk, l'Etat a dû céder sur une partie non négligeable des revendications. Mais en cédant sur certains points, il a aussi préparé le terrain pour reconquérir ses concessions. La victoire des ouvriers de Gdansk est aussi leur prochaine défaite, car les accords signés à Gdansk avec Jagielski renferme déjà la capi-

tulation et la collaboration des dirigeants syndicaux émergés du mouvement, tel Lech Walesa. Ce qui est apparu pour ceux qui analysent les événements avec légèreté comme de simples concessions verbales, est en fait la base de la soumission future des directions de Solidarité à l'Etat polonais.

C'est ainsi que dans les accords de Gdansk sont contenus le principe du respect des intérêts nationaux et la responsabilisation des organisations ouvrières à la bonne marche de l'économie:

"... Le MKS déclare que ces derniers (les syndicats, NDR) respecteront les principes définis dans la constitution de la Pologne populaire(...) Ils se fondent sur le principe de la propriété sociale des moyens de production, base du système socialiste existant en Pologne; ils reconnaissent que le POMP (parti ouvrier unifié) joue un rôle dirigeant dans l'Etat et ne s'opposent pas au système existant des alliances internationales".

"Les nouveaux syndicats devront avoir la possibilité absolue d'intervenir dans les décisions clés qui déterminent les conditions de vie des ouvriers, ... le plan économique à long terme, l'orientation de la politique des investissements et les modifications des prix".

Ce sont de tels passages qu'une partie importante des ouvriers ont ressenti comme une première capitulation de leurs directions. Passé l'euphorie des accords, le rôle objectif des nouvelles directions syndicales menées par Walesa apparaissent au grand jour. L'Etat, comme il l'avait fait en 70 et 76, ne peut plus mater la révolte par la violence ouverte; il a besoin d'une courroie de transmission. Mais cette courroie ne peut plus être celle des syndicats officiels désertés par les ouvriers; ce sera à Solidarité de jouer ce rôle.

Après les grèves de Gdansk et de Silésie, les prolétaires réclameront l'application immédiate des accords leur reconnaissant le droit à l'organisation syndicale, et seront prêts à déclencher des mouvements de grève large pour faire plier l'Etat. Les directions des MKS (comités de grève inter-entreprises) tenteront alors, pour éviter cette nouvelle explosion sociale, de faire marcher la soupape de sécurité par des grèves contrôlées et limitées (1). La grève d'avertissement sera un parfait exemple des méthodes de l'opportunisme pour casser l'unité d'un mouvement classiste :

- 1) Les entreprises où se fera la grève seront triées sur le volet, les entreprises stratégiques pour l'économie seront écartées.
- 2) Dans les entreprises restantes, l'opportunisme bannira la grève à quelques ateliers pour ne pas trop désorganiser la production.
- 3) Les ouvriers ne participant pas à la grève porteront un brassard comme consolation, et dans certaines entreprises, on hissera le drapeau national comme protestation!

Après cela Walesa pourra déclarer que : "Notre organisation a passé son examen, nous avons montré que nous savons comment et finir une grève(...). Nous avons montré que nous existons et que nous ne nous laissons pas faire. Revenons au travail et rattrapons le temps perdu".

Ce faire reconnaître comme garantie de la stabilisation et de l'ordre, voilà l'objectif pris par la direction opportuniste des nouvelles organisations ouvrières.

Les événements récents de Pologne viennent confirmer cette analyse. D'une part existe une classe ouvrière combattive, prête à se battre dans la plus grande fraternité pour défendre ses conditions d'existence sans concession à l'économie nationale et sans respect pour l'Etat et son appareil, et d'autre part l'émergence de directions opportunistes portées en avant par le mouvement lui-même (ce qui en montre les limites) et dont la tâche est de contrôler et canaliser vers des voies inoffensives les poussées de la classe.

Quelques leçons

La grande leçon que nous laissent les ouvriers polonais est la nécessité de l'organisation centralisée des luttes. Cette organisation n'est pas sortie du cerveau de quelque génial inspirateur, elle est le fruit direct d'une décennie de lutte et d'affrontement avec le capital et son Etat. C'est dans les grèves de 1970 et de 1976 qu'il faut chercher les racines de cette organisation, c'est dans l'apprentissage de la lutte de classe que va naître le besoin de l'organisation, besoin que chaque ouvrier ressentira comme une absolue nécessité face à son patron et aux forces de répression.

Les mouvements de Pologne sont la démonstration vivante que la grève sans préavis ni limitation préalable de durée, élargie par dessus les barrières de l'entreprise ou de la localité, est bien l'arme fondamentale des prolétaires.

Les grèves de Pologne sont un vibrant appel lancé au prolétariat international à retrouver le chemin de la lutte de classe. Mais elles montrent aussi toutes leurs limites, lorsque le parti de la classe est absent du terrain des luttes où n'exerce pas une influence décisive. Le parti de classe, seul détenteur des perspectives historiques et des intérêts généraux de la classe, peut matérialiser le lien entre les revendications immédiates partielles, économiques ou politiques, avec l'insurrection révolutionnaire.

En l'absence du parti, la classe ouvrière (tel est le cas en Pologne) peut se porter dans sa lutte sur le terrain politique et même obtenir satisfaction de ses revendications. Mais ce qu'elle ne peut pas faire, c'est dépasser le terrain de la lutte pour des réformes. C'est une erreur grossière, derrière laquelle se cache l'opportunisme qui lui, n'attend que des réformes, de considérer que la dynamique du mouvement peut se substituer à la direction du parti. Spontanément, la classe ouvrière, quelque soit l'envergure de ses luttes, ne peut se dégager du terrain de la lutte trade-unioniste.

En Pologne, il n'y a rien d'étonnant, ni même de contradictoire que le prolétariat se soit donné des directions qui le trahissent à la première occasion, qui pavent avec le goupillon aujourd'hui et le sabre demain. Face à cette trahison, ressentie par nombre d'ouvriers, il est du devoir des éléments les plus conscients de regrouper leurs forces et de créer les premiers noyaux d'ouvriers capables de maintenir de saines traditions de luttes classistes et de se battre contre les tentatives de l'Etat et de ses nouveaux lar-

bins, de museler le prolétariat dans l'écheveau de l'unité nationale.

(1) Bogdan Lis (Comité de Coordination MKS) : "Le gouvernement doit comprendre que notre grève d'avertissement (la soupape, NDR) est dans son intérêt : sans cela nous aurons une série de grèves sauvages dans tout le pays".

Ou cette autre déclaration significative d'un membre des MKS : "Nous entendons bien limiter la grève à une heure, et nous nous efforcerons de bien la contrôler pour que personne, et notamment au sein du gouvernement, n'arrive à la briser ou à la prolonger(...). Si nous avions eu accès aux mass-média, nous n'aurions pas eu besoin d'avoir recours à cette grève, car nous aurions pu informer les ouvriers de la marche à suivre et du déroulement des négociations dans les entreprises, qui durent parfois deux semaines sans progression d'un pas".

Walesa dans sa tournée en Pologne s'efforcera de calmer les ouvriers prêts à se battre pour l'enregistrement des statuts de Solidarité, déclara notamment que : "la grève n'est qu'une arme ultime, néfaste à l'économie" et que "la grève ne doit pas devenir une habitude".

Autre exemple, dans le No 8 de "l'Alternative", on peut lire dans un article de T. Mazowiecki (expert du MKS de Gdansk et catholique reconnu) :

"Les documents du mois d'août et les déclarations faites à l'occasion de la grève d'avertissement d'une heure du 3 octobre montrent que, tous ceux qui ont pris la décision de faire grève et qui y ont participé soulignent que la grève est un recours ultime, très dur, et que personne ne doit le gaspiller inconsidérément(...). Le nouveau syndicat doit donner à ses membres la preuve de l'efficacité de ses stratégies de négociation, et pas seulement de l'efficacité de la grève. C'est un climat de confiance qui doit s'instaurer à tous les niveaux, à commencer par celui de l'entreprise". (soul. par nous)

(Il fut un temps - avant la signature de la Paix du Travail - où les syndicats en Suisse déclenchaient des grèves pour forcer le patron... à prendre l'habitude de négocier avec eux, histoire d'économiser les grèves!)

**Soutenez la presse
du Parti !
Abonnez-vous !**

LEST ! ABONNIERT !

PROLETARIER
Zweimonatszeitung
Jahresabonnement: 6 DM - 44 ÖS - 6 FS

**Le prolétaire
De proletariër**

Suppl. BELGIQUE/PAYS-BAS

N° 13 - mars 1981

• En Français : Passons à la lutte de classe ouverte! - La lutte contre les licenciements - Le PTB et les nationalisations - Vitry et le PCB - Démocratiser l'armée - Le CCI et les immigrés - British Leyland - Vic du Parti.

• En Néerlandais : Le CPN face à l'australité - Le crochet - une fausse note - nationaliste? - Le CPN et le racisme - Tract sur le chômage - Ce qu'est et ce que veut le PCI - Belgique : Passons à la lutte de classe ouverte!

LA CRISE ET LES CONDITIONS DE LA DEFENSE PROLETARIENNE

L'exposé s'est attaché à montrer dans une première partie, que la crise en Suisse était l'une des composantes de la crise impérialiste mondiale. On a rappelé que le brutal arrêt de l'expansion productive en 75 avait aggravé les conditions de la classe ouvrière à l'échelle mondiale. Cette ouverture d'un nouveau cycle de guerres et de révolutions avait entraîné, l'accélération de la course aux armements, l'intensification des tensions internationales doublée du renforcement de la répression étatique, la reprise de la lutte de classe dans les pays de la périphérie (Egypte, Iran, Tunisie, Turquie, Algérie, Afrique du Nord, Brésil, Bolivie, Colombie, Pologne, etc.). Cette reprise se caractérise par des sursauts violents, par des successions d'explosions et par un "certain relâchement" de l'emprise directe de l'opportunisme sur le prolétariat.

Tout nous prouve que nous sortons de l'ancien cycle de "Paix sociale" ouvert après la seconde boucherie impérialiste pour déboucher dans un nouveau cycle de guerres et de révolutions.

- 1) Que la série d'explosions sociales dans les pays de la périphérie était un phénomène de nature internationale par ses causes et ses manifestations. C'est une chaîne d'éruption toujours plus proches dans le temps et dans l'espace.
- 2) Que les grandes grèves (métallurgistes bressiliens - chantiers navals polonais) sont des facteurs aggravants de la crise et menacent les vieux équilibres sociaux.
- 3) Que ces mouvements de la périphérie ont tendance à converger vers les centres impérialistes, et que la crise démolit les "certitudes" et les "garanties" engendrant la peur des classes dominantes.
- 4) Que la crise uniformise les conditions de vie et de travail dans les diverses aires et contribue donc à uniformiser les revendications (plus de salaires et garantie de l'emploi).
- 5) Que ces grèves se heurtent au blindage de l'Etat (golpe chilien, coup d'Etat en Turquie, lois répressives en Europe). Ainsi ces mouvements de défense élémentaire sont poussés à aborder la question de l'élargissement des conditions de la lutte la plus ample : "Lutte politique" pour les droits de parole, de presse, de réunion et d'association...
- 6) Que les travailleurs en lutte à la périphérie se retrouvent face à des syndicats dépendants de l'Etat (constitués dans ces pays par le parti unique, qui à son tour ne fait qu'un avec l'armée), et que les travailleurs des métropoles impérialistes s'affrontent aux "syndicats libres" COGESTIONNAIRES de la crise.

De cela découle qu'il faut dans la lutte relier les besoins réels immédiats à l'exigence d'ORGANISMES SYNDICAUX caractérisés par les aspects suivants :

- Indépendance par rapport à l'Etat

- Extension géographique aussi large que possible (à l'exemple des comités interentreprises de Pologne).
 - Stabilité dans le temps
 - Naissance de l'exigence de la lutte elle-même ou du besoin de sa préparation.
- 7) Que ce mouvement général se heurte au vide POLITIQUE et ORGANISATIF. De cela découle :
 - Que ces mouvements exposent les prolétaires à la répression sans préparation préalable.
 - Que l'action sournoise des idéologies et forces politiques dites progressistes orientent le mouvement sur de fausses perspectives comme en IRAN - NICARAGUA - POLOGNE TURQUIE. Ces forces constituent un front uni de la CONSERVATION.
 - 8) Que l'apreté des luttes à venir obligerait les appareils syndicaux traditionnels à S'ALIGNER toujours plus derrière l'Etat.

Une fois dressé ce tableau général du nouveau cycle en train de s'ouvrir, l'exposé tenta de décrire rapidement la nature et la fonction des forces en présence en Suisse.

L'exposé rappela que la proportion de syndiqués était relativement faible, autour de 20%, chiffre qui cependant se vérifie dans les pays voisins.

L'exposé s'efforça de montrer l'absence de perspectives de l'USS pour les années 80 en analysant son programme voté lors de son dernier congrès d'octobre 80, congrès auquel participait W. Ritschard conseiller fédéral socialiste. S'il fallait un seul symbole de l'interpénétration de l'USS à l'Etat, cette présence serait suffisante. L'intervention de Ritschard au congrès s'est fait sur un fond d'autosatisfaction avancé. Rien de mieux pour justifier l'orientation collaborationniste de l'USS que de comparer la situation suisse avec celle des pays de l'Est : " Je crois que le fait d'être syndicaliste libre dans un pays libre (... et vive le capitalisme occidental qui a encore la force de se parer des habits de la démocratie, ndr) constitue un idéal. Et si quelques uns d'entre vous l'avaient oublié, je leur

" demande de regarder par dessus les frontières en direction de la Pologne". Voilà à quoi se résume les leçons du généreux mouvement ouvrier polonais pour l'USS.

On serait bien en peine de trouver lors du congrès des propositions de lutte pour la défense des intérêts prolétaires. Tout le congrès se déroule comme si la crise internationale ne concernait pas la Suisse et les débats s'embourbent dans les thèses sur la "révolution électronique". Et Müller, président de l'USS de conclure sur ce sujet : " les technologies modernes impliquent plus que jamais la participation des travailleurs aux décisions qui les concernent". En résumé; les travailleurs doivent assumer leur part de responsabilité dans la révolution technologique. C'est de la collaboration de classe et rien de moins.

Le programme adopté pour les années 80 n'aborde pas le problème de la lutte contre les licenciements! Par contre on y trouve la proposition de la FOBB qui recommande "...l'inscription dans la loi de l'interdiction du système du travail temporaire..." Et cela au nom du principe que " LE TRAVAIL N'EST PAS UNE MARCHANDISE". A cela le marxisme a déjà répondu depuis plus d'un siècle: Pour le capitalisme, la force de travail est une marchandise, et cela qu'elle soit employée par n'importe quelle entreprise qu'il s'agisse d'une boîte de travail temporaire ou d'une fabrique quelconque. De plus, la proposition de la FOBB est irréaliste lorsque l'on sait que ces boîtes de travail temporaire utilisent 150'000 travailleurs. La seule mesure prolétarienne de lutte contre le travail temporaire c'est d'exiger un même statut pour tous en luttant contre les inégalités.

Quand aux propositions de lutte contre les statuts discriminatoires envers les immigrés, rien n'est proposé en dehors du soutien à l'initiative "Etre Solidaire". Et c'est par 189 délégués contre 89, qui étaient pour le soutien, que l'USS recommande la liberté de vote. Et quand on sait que c'est la gauche syndicale qui préconisait le soutien à cette initiative visant à renforcer le contingentement dans des "formes plus humaines" cela donne une bonne image de l'institution faitière du syndicalisme libre en Suisse. Un organe de représentation des intérêts mesquins de l'aristocratie ouvrière.

L'exposé développa ensuite

la position de la FTMH et de la FOBB en montrant qu'elles se situaient dans le droit fil de celles de l'USS. A lire les résultats du congrès FTMH de nov. 80, on pourrait en tirer hâtivement la conclusion que cet organisme est définitivement décrépi, qu'il n'a et n'aura plus aucun poids sur le mouvement ouvrier, car l'aveuglement du congrès face aux conséquences inévitables de la crise est incommensurable. Mais ce serait juger l'opportunisme de manière trop simpliste, car ce qui fait sa force c'est sa capacité d'adaptation aux nouvelles situations. S'il est juste de constater que la bureaucratie centrale est totalement sclérosée et inadaptée, il n'en va pas de même de l'aile gauche syndicale encore en formation. C'est cette gauche, véritable ramassis de la gauche socialiste et des déchets du maoïsme et du trotskysme qui aujourd'hui pousse le syndicat au REALISME. C'est elle qui demande que l'on substitue à la Paix absolue, la Paix relative, qui demande que l'on soutienne telle ou telle initiative chargée d'améliorer par le biais constitutionnel les conditions d'existence du prolétariat, qui préconise d'utiliser la grève comme l'UN des moyens de luttes.

Enfin dans la brève analyse des forces en présence, l'exposé fait un retour en arrière pour présenter l'activité menée pendant plusieurs années par le CAS. C'était un organisme qui répondait à des besoins réels: par le biais de son journal, il informait les travailleurs sur l'activité et les luttes dans les diverses boîtes, et c'était un lieu de rencontre pour les travailleurs d'avant-garde isolés. Enfin c'était un organisme qui répondait au besoin de solidarité et qui se chargeait des tâches matérielles de propagande et de l'extension de la solidarité vis à vis d'une lutte isolée. Si nous avons toujours reconnu ce côté positif, nous avons toujours critiqué les préalables politiques qu'il posait à toute adhésion, qui empêchaient son véritable élargissement. C'est cet obstacle qui le fit capoter et l'OCS en renforçant le côté politique de l'organisme l'acheva. Aujourd'hui le CAS disparu, les nouveaux comités mis en place par l'OCS n'ont plus aucune vie. Ils se sont aplatis devant la bonzerie syndicale et se préparent à aviliser toutes leurs initiatives. Pour beaucoup de travailleurs d'avant-garde, la disparition du CAS et ressenti comme une absence. C'est là la preuve qu'il répondait à certains besoins réels.

CHINE : l'accumulation capitaliste nourrit les antagonismes de classes

La Chine "socialiste" si parfaite d'après les descriptions qu'en ont fait ou en font encore les idolâtres occidentaux de Mao, est en train de faire duement l'apprentissage de l'accumulation capitaliste. Les troubles et émeutes dans les campagnes succèdent aux luttes des ouvriers dans les centres urbains. Le chômage suit inversement proportionnellement la courbe des investissements industriels.

L'année passée, l'Etat chinois qui devait faire face à un déficit important de son budget (5,3 milliards selon le "Journal de Genève" du 10.03.81) a du opérer une coupe sombre de 40% de ses investissements d'infrastructure, réduire les dépenses de la

défense et les investissements sur les industries de charbon, pétrole et acier.

La Chine commence même à exporter ses prolétaires exécutaires en passant des contrats de fourniture de main-d'oeuvre (huit jusqu'à présent) avec certains pays.

Voilà un bref tableau de la gestion capitaliste! Cela n'est ni la faute à Mao, ni celle de Deng, ni celle de Hua, c'est la logique du développement capitaliste qui est en cause. Que ce soit sous le ciel de Washington, sous celui de Bonn, sous celui de la Havane, sous celui de Moscou ou sous celui de Pékin, le capital soumet ses mêmes lois incontrôlables de développement.

Sous tous ces cieux, qui se prétendent tous sereins, se préparent en réalité les tempêtes sociales qui amèneront le prolétariat international à une bataille ultime contre son ennemi de classe : le capital, que celui-ci prenne le masque du "libéralisme" occidental ou des "socialismes" de toutes obédiences.

Aujourd'hui, en Chine, apparaissent les prémices d'une lutte de classe qui ne pourra plus être résolue par des changements de personnel politique à la tête de l'Etat, ni pas des procès sensationnels pour faire reposer tout le poids des responsabilités sur la tête de quelques boucs émissaires, et qui devra s'unir dans la lutte internationale du prolétariat mondial.

Cette deuxième partie étant décrite, l'exposé aborda dans une troisième partie le bilan des luttes récentes.

Nous avons traité 3 luttes : celle du BUCAS et des travailleurs de la fonction publique genevoise, celle des typos et celle des fonctionnaires fédéraux à Genève. Nous avons montré que le bilan de la lutte du BUCAS loin d'être analysé avec sérieux par tous les "faiseurs de mouvement" est au contraire utilisé comme exemple à suivre pour l'ensemble de la fonction publique. En accordant aux travailleurs du BUCAS la poursuite des droits acquis, en l'occurrence les 40 heures, alors que dans la fonction publique c'est 42 heures, l'Etat ne s'engageait pas beaucoup. Quand il vit que sur une quarantaine de travailleurs seulement sept étaient en grève pour ouvrir les négociations, il était clair pour lui que le slogan des faiseurs de mots "40 heures à l'hospice général, c'est 40 heures dans la fonction publique" était sans fondement. Il a suffi de donner aux 40 du BUCAS un statut de travailleurs à temps partiel pour que tout baigne dans l'huile. Enfin dernier argument qui fait comprendre la mansuétude de l'Etat, c'est que 40 ou 42 dans ce type de profession, ne change pas grand chose. D'ailleurs les responsables de la grève n'ont-ils pas montré leur sérieux professionnel en affirmant : " Les heures perdues pendant la grève ne seront pas officiellement rattrapées mais nous nous efforcerons de liquider les dossiers en retard". Devant tant de bonne volonté, l'Etat ne pouvait que se laisser faire et cela sans risque.

La suite des événements confirma évidemment notre diagnostic. Tout ce que sut faire le mouvement syndical, c'est une pétition de 7'500 signatures au Conseil d'Etat exigeant l'ouverture de négociations. Deux réunions l'une de 1'500 et l'autre de 700 personnes furent convoquées pour définir ce qui devait être dit ou non dans les négociations. Nous sommes en présence d'un mouvement mou. Les syndicats semblent mener la lutte et les ex-gauchistes petits bonzes se chargent d'impulser ce mouvement sans force avec activisme et sans méthode. Aujourd'hui le grand mouvement annoncé sur les 40 heures dans la fonction publique est moribond. (voir dans ce numéro les extraits des tracts de nos interventions).

Quelle leçon à tirer! Un mouvement social prend appui sur des besoins réels. S'il n'existe pas c'est que les besoins ne sont pas ressentis, ou qu'ils sont compensés par d'autres avantages jugés plus importants. Un point c'est tout. L'activiste gauchiste toujours impatient se lance dans des grèves sans objet, et se trouve obligé de ramener ses prétentions au niveau du mouvement lui-même : et c'est la pétition qui devient objet de lutte, et c'est la grève de 2 heures qui entend faire pression pour ouvrir des négociations portées comme centre de la lutte. En définitive, ce sont tous les principes d'une saine lutte de classe qui sont jetés par dessus bord au nom du réalisme et de l'immédiatisme.

Nous donnerons dans la troisième partie les tâches actuelles.

Ce qui a été décrit pour la fonction publique se vérifie à nouveau pour les fonctionnaires fédéraux genevois (CFF et PTT). Après une manifestation rassemblant plusieurs milliers de personnes (on avait pas vu cela

depuis des années) le mouvement dirigés par les syndicats affiliés à l'USS s'est embourbé dans les négociations. Et comme le principal argument des syndicats est que pour sauver le service publique, il faut réévaluer les salaires inchangés depuis des années (rendant le recrutement toujours plus difficile), l'Etat accepte immédiatement d'ouvrir les négociations. Depuis, c'est le calme plat. puis, c'est le calme plat.

Enfin l'exposé analysa le mouvement des typos qui est déjà d'une autre nature que les deux précédents. Les revendications étaient exemplaires et la revendication d'un salaire minimum de 2000.-- était au centre de la lutte. La révolution technologique qu'ont subi les arts graphiques est telle que seule une lutte de classe unitaire peut éviter l'aggravation générale des conditions. Tout cela fait que le mécontentement était profond, la base poussait à la lutte, et que la grève s'est imposée comme LE MOYEN. Localement des groupes de prolétaires ont essayé de prendre en mains le mouvement, surtout à Lausanne, mais l'autonomie organisationnelle des sections syndicales a mené à la pagaille. Le syndicat n'ayant pas préparé la grève nationale, a laissé chaque section cantonale mener la sienne selon ses forces. C'était là le plus sûr moyen de faire échouer le mouvement.

Depuis on négocie au niveau central. Mais ce qui est positif, c'est que l'échec et la pagaille ont poussé certains travailleurs d'avant-garde à se poser la question des organismes horizontaux en dehors du syndicat officiel. C'est là évidemment un pas en avant important dans la conscience. C'est poser exactement les tâches indispensables de l'heure.

Après avoir brossé le tableau des luttes récentes, l'exposé aborda une dernière partie, les CONDITIONS DE LA DEFENSE PROLETARIENNE.

Comme nous l'avions montré dans la première partie, le développement de la crise ne peut qu'engendrer la reprise des luttes sociales. Le mouvement de la jeunesse suisse démontre que cette reprise ne prend pas nécessairement le caractère d'une lutte économique. La crise sociale pose déjà des questions plus larges. En Suisse, la situation sociale des salariés n'est pas telle qu'elle engendre un mouvement social aujourd'hui. Les amortisseurs puissants que sont les 40 années de Paix du Travail pèsent lourdement sur la reprise. Mais demain, le capital ne pourra pas ne pas s'attaquer à tous les privilèges et garanties qui aujourd'hui anesthésient la classe ouvrière et alors renaîtront les conditions objectives de la reprise.

C'est cette certitude qui exige de la part des prolétaires d'avant-garde la nécessité de préparer le terrain aujourd'hui. Notre mot d'ordre propagandiste est : Pour le Front prolétarien de lutte.

Hier, dans les années 20, le sens de ce mot d'ordre était de s'appuyer sur les besoins de lutte immédiate pour préparer l'attaque contre le capital, en arachant les prolétaires à l'influence des autres partis. Aujourd'hui, il est beaucoup plus modeste. Il faut travailler à RECONSTITUER UN TERRAIN DE DEFENSE qui serve de POINT D'APPUI et établir des LIENS ENTRE LES ELEMENTS. Il faut réapprendre

à la classe ouvrière que seule L'ORGANISATION DANS LA LUTTE peut être une prémisse de victoire.

LA POLOGNE a montré que ceux qui ont pu clandestinement tracer les canaux par où pouvait s'engouffrer la lutte se sont trouvés à la tête du mouvement social. C'est pour les communistes une grande leçon, de constater que les prolétaires en mouvement acceptent la direction qui se présente sans pour cela discuter ses orientations. C'est une vieille thèse de notre parti que les liens entre le Parti et la classe ouvrière découlent de la capacité du Parti à répondre, non seulement aux besoins historiques, mais aussi aux besoins réels. Mais sur ce terrain, il ne sera pas la seule force et ne peut donc sous peine de se couper de la classe ouvrière, poser de préalables. Le seul critère en dernière instance sera le BESOIN REEL du DEVELOPPEMENT de la lutte de classe. La lutte contre l'opportunisme découlera des nécessités de la lutte elle-même.

La tâche primordiale d'aujourd'hui est de faire renaître l'associationnisme ouvrier.

Et pour ce travail de préparation, le parti doit être attentif à toute les manifestations de vie de classe, en particulier à la naissance de tous les organismes plus ou moins spontanés que se donne la classe ouvrière dans sa lutte contre le capital. Ces organismes que nous nommons "organismes ouverts" par opposition au parti qui est un "organisme fermé" naissent toujours d'un besoin réel de la classe

ouvrière : soit d'une lutte pour la diriger, comme les comités de grève ou de chômeurs, soit pour préparer le terrain de la lutte. Ce qui est dominant aujourd'hui, c'est le deuxième type.

L'existence de ces groupes pose le difficile problème de comment concilier l'activité nécessaire pour éveiller les travailleurs à la lutte et celui de se prémunir contre la répression.

La tentation de chercher appui sur l'appareil syndical est souvent préconisée pour briser l'isolement et cela bien que normal est regrettable. Pour briser l'isolement, il faut chercher l'appui des travailleurs. Si ceux-ci dorment, alors, le lien est impossible et il est inutile de chercher ailleurs, car ce qui fait la force des prolétaires c'est leur nombre dans l'unité. Aucune force ne peut se substituer à eux. Le danger de s'appuyer sur l'appareil ou de l'utiliser vient du fait qu'ils peuvent se présenter comme pouvant apporter une aide, en répondant partiellement à des questions réelles. Et c'est là toute leur force. Le rôle de la gauche syndicale est évidemment de tisser des liens avec une avant-garde pour mieux trahir demain les intérêts généraux du prolétariat.

Pour sortir de ce dilemme, il faut TISSER DES LIENS entre travailleurs qui luttent. Voilà ce que nous communistes préconisons. Mais cela ne peut se faire sans la présence d'un minimum de conditions objectives.

AMERIQUE CENTRALE : CRISE SOCIALE ET ORDRE IMPERIALISTE

Le changement de locataire à la Maison Blanche qui a vu se substituer au marchand de cacahuètes, un cow-boy de série B, n'a modifié en rien la politique de l'impérialisme qui dépend des seules déterminations matérielles. (1) L'Amérique centrale, partie intégrante de l'Amérique latine, est un des innombrables barils de poudre sur lequel est assis l'impérialisme.

Vaste réservoir de produits agricoles de base (bananes, café, coton...), place privilégiée pour les capitaux en lutte contre la baisse du taux de profit, l'Amérique centrale est aussi une clef du dispositif international de défense des bastions de l'impérialisme. C'est le canal de Panama que doivent emprunter les navires de guerre pour passer d'un Océan à l'autre selon les impératifs tactiques de la guerre.

Mais cette aire est un puissant détonateur social qui fait trembler le statu quo impérialiste.

Bases matérielles du mouvement social

Ce qui distingue le socialisme scientifique des autres idéologies, c'est qu'il prend comme base d'analyse non pas les idées en soi, mais bien les rapports matériels de la société. Avant de définir le mouvement social en Amérique centrale et de caractériser sa direction politique, il est indispensable de déterminer les bases matérielles de la société, le stade de développement du mode de production et les rapports sociaux qui en découlent. La question principale est en effet de savoir si le mouvement social est ou non révolutionnaire?

Il est facile d'y répondre en faisant un bref rappel des phases de développement du capitalisme dans le berceau du capital, l'Europe. Lénine, en conformité avec Marx et Engels, considérait 3 phases de développement du capital dans l'aire européenne.

La première débute avec la naissance des rapports bourgeois de production, se termine en 1871 où le prolétariat lors de la Commune apparaît en tant que force sociale distincte de

toutes les autres et capable de mener sa propre révolution. Cette phase correspond à la période révolutionnaire bourgeoise, où l'ensemble des tâches révolutionnaires de la bourgeoisie est mené à bien.

La seconde phase, phase de consolidation du capital, va de 1871 à 1914. Et enfin la troisième phase débute en 1914 avec l'impérialisme. La bourgeoisie impérialiste ne joue alors plus qu'un rôle contre-révolutionnaire sur tout le globe.

(suite en page 8)

(1) Carter déclarait notamment que : " Si nous nous trouvons devant l'alternative d'aider un gouvernement autocratique modérément répressif, mais qui est l'ami des C.I.U., ou le laisser renverser par une guérilla entraînée et appuyée par les cubains, nous aiderons l'autocratie modérée." (7.12.80)

Soutenez le développement international de la presse du Parti!

AMÉRIQUE CENTRALE: crise et ordre impérialiste

(suite de la page 7)

Pour distinguer dans quelle phase du développement des forces productives se trouve l'Amérique centrale, nous nous bornerons à examiner la composition sociale de la société.

En effet, l'un des effets les plus caractéristiques du développement capitaliste sur les sociétés archaïques est la dissolution des vieux rapports sociaux et la formation de classes neuves, les classes urbaines composées surtout du prolétariat et des classes moyennes.

Un des indicateurs (2) du développement capitaliste est donc le pourcentage dans la population active totale de la population active non agricole. En Europe, dans la période de 1860-1880 qui marque justement la fin de la période des révolutions bourgeoises, ce taux passe le cap de 50%. En Amérique latine, ce taux des 50% est franchi dans les années 1950 (3). Cette indication est évidemment une moyenne entre certaines nations en avance (comme le Brésil) et d'autres au caractère colonial encore fortement marqué (notamment Cuba).

La perspective révolutionnaire qui s'offre à l'Amérique centrale n'est donc plus la révolution démocratique bourgeoise mais celle du prolétariat.

Si l'Amérique centrale a été pénétrée par le capital international et a vu se développer une classe ouvrière dans les centres urbains, elle n'a jamais connu (sauf Cuba) de révolution bourgeoise radicale éliminant par la force les vieux rapports sociaux et de domination impérialiste. Les vieilles contradictions se superposent donc aux nouvelles et rendent la situation sociale d'autant plus explosive (4).

Mais le prolétariat apparaît donc comme la seule force objectivement révolutionnaire. Sa tâche n'est pas de combattre derrière les masses petites-bourgeoises opprimées par les régimes centraux représentant des intérêts autocratiques, mais de se porter à l'avant des luttes et de se montrer comme classe agissant pour soi distinctement de toutes les autres.

Contre les fronts de classe : l'indépendance de classe.

L'arriération des vieux rapports de production hérités du colonialisme espagnol (latifundia), le développement capitaliste orienté vers le seul profit de l'impérialisme, créent une situation intenable pour les classes moyennes et poussent celles-ci à se révolter contre les gouvernements de pantins à la solde de l'impérialisme. En l'absence du parti de classe du prolétariat, les classes intermédiaires en Amérique centrale, s'offrent comme seule direction possible au mouvement social.

La présence du prolétariat comme facteur décisif sur le terrain des combats, ne détermine pas la nature des nouvelles forces politiques mises sur le devant de la scène à la faveur du mouvement social.

Les programmes de ces forces n'ont rien de "socialistes", mais n'expriment que la nécessité de démolir les restes du carcan de l'impérialisme pour développer le capital national. Mais pour créer les bases de ce développement, la bourgeoisie a besoin d'un consensus national. Il est indispensable que toutes les forces sociales agissent dans le sens de ses intérêts. Que ce soit au Nicaragua, au Salvador ou ailleurs, l'expression politique qui se donne la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie est celle d'un front démocratique de toutes les classes dans lequel les intérêts du prolétariat sont subordonnés aux intérêts nationaux.

Nicaragua:

Le FSLN, que les centristes type PSO considèrent comme éminemment révolutionnaire, ne représente pas les intérêts du prolétariat mais ceux du capital national. Le verbe guérillériste du FSLN a même été abandonné au profit d'une phraseologie plus réaliste et surtout moins effrayante pour la bourgeoisie locale et l'impérialisme. (5)

L'exposé a montré que le FSLN a toujours été en retrait du mouvement social, en essayant de négocier le départ de Somoza avec les États-Unis. Toute l'action du FSLN était fonction de sa reconnaissance officielle par les E.U. Cette reconnaissance comme interlocuteur de l'impérialisme, le front tentera de l'imposer en se montrant la seule force capable de maîtriser le déchaînement social. (Humberto Ortega en avril 1978 : " Il va être très difficile de freiner le peuple, qui est déjà très radicalisé. La seule force capable d'éviter le chaos au Nicaragua et l'instabilité dans la région est le FSLN ").

Ce n'est que devant la poussée des masses exploitées et l'ignorance des E.U. que le FSLN devra se rallier à la lutte armée (et de quelle façon: voir "Le prolétaire" no 301!)

Les buts et la nature bourgeoise du FSLN sont clairement condensés dans cette citation tirée de "Che Guevara" No 3 (Organe de la Junta de coordination révolutionnaire) :

" Que l'on démantèle le funeste appareil de corruption et de crises que représente la dictature et alors le FSLN sera disposé à participer à la recherche d'une solution nationale avec tous les autres secteurs honnêtes (sic), patriotiques et anti-somozistes du pays".

Salvador

En 1980 est apparu le FDR regroupant une cinquantaine d'organisations allant des gauchistes aux patrons des petites et moyennes entreprises en passant par toutes les couches des classes moyennes et les chrétiens sociaux. Ce n'est pas un hasard fortuit si son secrétaire général, Enrique Alvarez, est un ancien ministre de l'agriculture, riche propriétaire foncier, membre d'une des "14 familles", car sa présence est une des cartes du Front pour rallier les secteurs modérés de l'armée et de la bourgeoisie.

Le but du FDR est aussi la constitution d'un "gouvernement démocratique populaire" représentant les intérêts de toutes les classes y compris les bourgeois, officiers, cadres "honnêtes", etc...!

Comme le FSLN, le FDR est poussé à contrecoeur, à envisager la lutte armée par la mise en mouvement des classes opprimées et cherche son salut dans la reconnaissance de sa légalité par l'impérialisme allemand en l'occurrence.

Guatemala, Honduras

Dans ces deux nations apparaissent le même type de front interclassiste opposant à la dictature autocratique, la démocratie. Cette opposition n'est pas réelle, le capital sait se donner diverses formes de structure politique et passe de l'une à l'autre en fonction du développement des forces productives.

Costa-Rica

Le Costa-Rica est le seul pays d'Amérique centrale doté d'une démocratie de type parlementaire, démocratie modèle pour tous les fronts de classes de ses voisins immédiats. Or comment réagit cet État face aux conséquences de la crise

Solidarité de classe contre la répression

La crise internationale du capital après une première vague qui avait soulevé de profonds remous sociaux dans les nations développées et surtout dans les nations de la périphérie connaît un nouvel élan. Face aux explosions sociales que ne peut que soulever cette deuxième vague, la bourgeoisie déploie tout son arsenal militaro-policié pour défendre ses intérêts. Partout dans le monde elle est passée à la répression ouverte des mouvements de révolte, et s'attaque avec férocité aux avant-gardes de ces mouvements pour terroriser l'ensemble des classes exploitées et opprimées.

En Irlande, la très démocratique Angleterre soumet depuis des siècles la population au diktat de la mitraille. La répression s'est particulièrement durcie ces dernières années sur les militants nationalistes irlandais. L'un d'entre eux, Bobby Sands est au bord de la mort après une grève de la faim pour satisfaire les revendications des militants emprisonnés.

En Allemagne, Sirgurd Debus, (membre de la RAF), est mort de sa grève de la faim entreprise pour lutter contre les mesures de détentions spéciales des QHS où règne la loi du silence et de l'isolement, torture asseptisée des temps modernes.

mondiale? La subsistance du prolétariat y est-elle mieux assurée?

Non ! et nous en avons comme preuve les émeutes de 1979 dans le port et les raffineries de Puerto-Limon ou les 10'000 ouvriers agricoles en grève en janvier 1980.

Face à ce mouvement social prolétarien, c'est l'opposition sociale-démocrate qui demandera à l'État de ne pas laisser aller cette agitation. 4 anciens chefs d'État dont José Figueras, soc-dém, appellent en juillet 80 à un "gouvernement d'unité nationale" pour sauver une situation se caractérisant par : " un affaiblissement de l'autorité des dirigeants, une diminution de la solidarité nationale, un non respect des lois et l'absence d'une politique adéquate dans le domaine économique et social".

Là aussi, le front de toutes les classes derrière le drapeau national n'a d'autre fonction que de mater le prolétariat.

Nécessité de l'indépendance de classe du prolétariat.

Les prolétaires urbains et agricoles, les paysans pauvres, donnent une magnifique leçon de lutte au prolétariat international. Mais leur drame est qu'en l'absence de toute direction politique de classe, direction qui devrait être celle du parti communiste mondial que nous nous efforçons de construire, leur lutte ne peut dépasser le cadre étroit dans lequel les maintient la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie. Ce cadre n'est autre que celui du développement de l'État capitaliste expurgé des tares ancestrales de l'héritage colonial.

L'opportunisme centriste (organisations fausement baptisées "d'extrême-gauche") voit par contre dans la consolidation de l'État bourgeois la construction du socialisme ou d'une variante nationale du socialisme (refrain connu)! Il appelle alors le prolétariat à se soumettre à la direction démocratique (donc bourgeoise), trahis-

En Suisse aussi, la bourgeoisie ne fait pas de quartier avec les militants d'avant-garde et fait bon usage de l'isolement des QHS. Kröcher, Müller et Wagner ont aussi entamé une grève de la faim pour manifester contre leurs conditions de détention.

La brutalité avec laquelle frappe la bourgeoisie est dirigée aujourd'hui sur les militants isolés, mais demain, elle s'abattra sur toute la classe ouvrière, comme elle le fait déjà là où le mouvement social est en avance.

Les prolétaires doivent considérer les morts de militants grévistes de la faim comme un assassinat pur et simple de la société capitaliste. C'est le signe que la bourgeoisie est prête à faire face à la classe ouvrière. Cela doit être l'alerte pour que la classe ouvrière se prépare dès aujourd'hui à l'affrontement direct avec le capital!

- Non à l'isolement !
 - Abolition des QHS et des mesures de haute sécurité !
 - Pas d'extradition !
 - Pour la satisfaction des revendications des militants réprimés, une nécessité :
- La solidarité de classe du prolétariat !

sant ainsi les intérêts les plus fondamentaux de la classe ouvrière.

Le prolétariat ne pourra agir pour soi, que s'il se constitue en classe et donc en parti. L'histoire a démontré cent fois que seul le parti peut diriger le prolétariat - dont la lutte se porte en Amérique centrale sur le terrain politique - vers la seule issue qui brisera à tout jamais les chaînes de l'esclavage salarié: la révolution communiste.

(2) Il ne s'agit pas bien entendu de l'unique indice, mais pour la simplicité de la démonstration, nous nous bornerons à celui-ci, considérant qu'il est suffisamment caractéristique.

(3) Aujourd'hui ces taux sont pour l'Amérique du Nord de 97%, pour l'Europe occidentale de 88%, pour l'Europe de l'Est de 70%, pour l'URSS de 81%, pour l'Afrique du Sud de 71%, pour l'Amérique latine de 64%, pour le Sud-Est Asiatique de 37% et pour l'Afrique centrale de 27%

(4) Ce phénomène où se superposent les restes des vieilles tares sociales avec les nouvelles était noté par Marx pour l'Europe au milieu du siècle passé : "... nous sommes, comme tout l'ouest de l'Europe continentale affligés et par le développement de la production capitaliste et aussi par le manque de ce développement. Outre les maux de l'époque actuelle, nous avons à supporter une longue série de maux héréditaires provenant de la végétation continue de modes de production dépassés, avec la suite des rapports politiques et sociaux à contre-temps qu'ils engendrent. Nous avons à souffrir non seulement de la part des vivants, mais encore de la part des morts. Le mort saisit le vif". (Le Capital).

(5) C'est ainsi qu'entre 1969 et 1978 le "gouvernement révolutionnaire" est devenu "gouvernement démocratique et populaire". La référence "révolutionnaire" a été éliminée à dessein !

ZÜRICH:

die Lehren dieses Sommers

(suite de la page 1)

unter das Diktat der Konkurrenz auf dem Markt und der Perspektive, in der Gosse zu verrecke. Diese unmenschliche Gesellschaftsordnung, die den Menschen nur dressieren und verstümmeln kann, um das Kapital zu mästen, kann heute in den sie erschütternden Krisen nicht mehr das soziale Elend der Lohnarbeit durch die Brosamen der illusorischen Konsumtion ausgleichen. Die Verschärfung der Konkurrenz zwischen den Kapitalien als Folge der Verengung des Marktes, die aus der Überproduktion resultiert, zwingt das Kapital notwendigerweise, die Produktionsbedingungen umzugestalten, indem es einem Teil des Proletariats höhere Produktivität abverlangt, um den anderen Teil aus der Produktion auszuschliessen.

Für das Kapital ist die Zeit der Jugend die Zeit der Bildung der Arbeitskraft, entsprechend seinen sozialen und auf Rentabilität ausgerichteten Bedürfnissen. Alles andere ist überflüssig. Wenn sich diese Bedürfnisse nach neuen Arbeitskräften verringern infolge der Verengung des Marktes, bietet sich der proletarischen Jugend keine andere Aussicht als die des Ausschlusses aus der Gesellschaft. Und diese Perspektive treibt einen Teil der Jugendlichen dazu, durch die Gewalt auf der Strasse seinen Mass auf die ganze Gesellschaftsordnung Luft zu machen, so wie in Zürich geschehen.

Aber damit eine soziale Bewegung einen proletarischen Charakter bekommt, muss sie die gesellschaftlichen Bedürfnisse des Proletariats vertreten. Die Forderung nach einem autonomen Zentrum, ohne dass sie verbunden ist mit den wirklichen Erfordernissen des Widerstandes gegen die kapitalistische Ausbeutung und Unterdrückung, ist kein spezifisch proletarisches Bedürfnis.

Die ist die Lehre, die durch die Bewegung dieses Sommers bestätigt wurde. Wenn wir von der Züricher Jugend im allgemeinen sprechen, so ist es kein Versäumnis unsererseits. Die sozialen Klassen gehen sowohl quer durch die Nationalitäten als auch durch die Generationen. Aber die Schwierigkeit, ein Adjektiv wie proletarisch hinzuzufügen, resultiert aus der Tatsache, dass der Boden des Kampfes nicht rein klassenmässig ist und dass, in Abwesenheit einer klaren Klassenführung (nämlich der kommunistischen Jugend), die Bewegung eindeutig heterogen ist. Wenn wir die einzelnen sozialen Gruppen der Jugendlichen in der Bewegung betrachten, finden wir in der überwiegenden Mehrheit jugendliche Proletarier - jugendliche Arbeiter, Lehrlinge - und zweitens eine wichtige Minderheit revoltierender jugendlicher Randgruppen, darunter halbarbeitslose Jugendliche, die zum grossen Teil Ausländer der zweiten Generation sind und die keine Lehrstelle gefunden haben. Der Unterschied zwischen diesen beiden Gruppen ist übrigens nicht so

klar, wie man zunächst vermuten könnte, denn unter den jungen Arbeitern sind viele, nämlich die Gelegenheitsarbeiter, die am Rande der Gesellschaft stehen. Zu den Randschichten muss man noch die besondere Schicht der Studenten und Schüler hinzufügen, die keine Illusionen mehr haben und denen vollkommen bewusst ist, dass ihr Diplom ihnen weder einen festen Arbeitsplatz noch ein zukünftiges ruhiges Pöstchen garantieren kann. Da sie weder an das Studium noch an die Tugend der Arbeit glauben, werden diese Jugendlichen nicht, wie die der 68er-Generation, dazu getrieben, die Universitäten zu reformieren oder gegen deren Unterwerfung unter das Kapital zu kämpfen, sondern dazu, sich mit den weniger kategorialen Kämpfen der Arbeiterjugend zusammenzuschliessen, wobei sie durch diesen Zusammenschluss ihre tatsächliche Proletarisierung zum Ausdruck bringen. Man kann also die soziale Zusammensetzung der Züricher Jugendbewegung als hauptsächlich proletarisch bezeichnen.

Aber wir wissen wohl, dass es zwischen der sozialen Zusammensetzung und ihrer Orientierung nicht notwendigerweise eine Übereinstimmung geben muss. Damit eine soziale Bewegung, die proletarischen Schichten in Bewegung setzt, eine proletarische Richtung einschlägt, d.h., sich auf ihren eigenen Boden stellt, muss sie sich lösen von den falschen Orientierungen, die vom ungünstigen Milieu des Kleinbürgertums geprägt sind. Dies ist notwendig für das Proletariat, das heute nur unter dem Druck der Krise anfängt, die Erfordernisse des Klassenkampfes zu erkennen, dies ist umso notwendiger für eine Bewegung (wie die der Jugend), die nicht direkt vom Boden der kapitalistischen Ausbeutung ausgeht.

Die Kommunisten haben immer in Einklang mit der materialistischen Auffassung des Marxismus behauptet, dass das Bewusstsein nicht eine Voraussetzung, sondern ein Resultat der Aktion ist, was der marxistischen Auffassung entspricht. 40 Jahre Arbeitsfrieden haben praktisch alle Bedingungen für den Klassenkampf aus dem kollektiven Gedächtnis der Arbeiterklasse ausgeradiert. Das wiedererwachte Interesse der Proletarier für die Erfordernisse eines klassenmässig geführten Kampfes ist keineswegs das Ergebnis der kommunistischen Propaganda, sondern das kombinierte Resultat der Teilkämpfe und der darauf gezogenen Lehren und (zweitens) des Kampfes der Kommunisten für die Übernahme der wirklichen Führung dieser Teilkämpfe.

Durch die Abwesenheit jeglichen Klassenkampfes sind die jungen Proletarier, obwohl sie die grosse Mehrheit in der Bewegung bilden, der kleinbürgerlichen Ideologie nachgetraut, indem sie ihren Hass auf die bestehende Gesellschaftsordnung in der Forderung nach einem Jugendzentrum ausdrücken. Das bestätigt einmal mehr die Notwendigkeit, die proletarische Jugend auf einem Klassenboden zu organisieren. Ohne diese Bedingung wird die tiefste Revolte des Jungen Proletariats meistens den antiautoritären und neoliberalen Revolten der kleinbürgerlichen Elemente hinterher-

Solidarität mit den Opfern der bürgerlichen Repression

Seit Anfang Februar befinden sich politische Gefangene im Hungerstreik. Zunächst waren es 300, einschliesslich sozialer Gefangener. Viele sahen sich inzwischen gezwungen, den Hungerstreik abzubrechen. Mehrere führen ihn nach wie vor fort. Ihr Leben ist bedroht. Der Kampf der politischen Gefangenen gilt zunächst einer Erleichterung der bestialistischen Haftbedingungen (Isolationshaft in Hochsicherheitstrakten, d.h. eine raffinierte Foltermethode, die darauf abzielt, die politische Identität und den Willen der Gefangenen zu zerstören). Es handelt sich dabei um Gefangene von der RAF und anderer politischer Gruppen, die es gewagt haben, gegen den bürgerlichen Staat mit Waffengewalt vorzugehen. Obwohl sie sich von Gruppe zu Gruppe unterscheiden, lassen sich die Forderungen in folgenden Punkten zusammenfassen:

- Zusammenlegung in Gruppen und Abschaffung der totalen elektronischen Überwachung
- Internationale Kontrolle der Haftbedingungen
- Freilassung von Günther Sonnenberg (der sich von seiner Kopfschussverletzung im Gefängnis nicht erholen kann); Verlegung von Verena Becker, die im Gefängnis an offener TBC erkrankte, in ein offenes Krankenhaus.
- Abschaffung der Hochsicherheitstrakte.

Die Bourgeoisie verhängte über diesen Hungerstreik eine absolute Nachrichtensperre, eine Mauer des Schweigens, der sich die gesamte Medien-Mafia im In- und Ausland willig und gern unterworfen hat.

Zugleich reagierte die Bourgeoisie mit einer Verschärfung der Repression auf zweierlei Ebenen:

- durch allgemeine Gewalttätigkeit gegen die Gefangenen und den Versuch ihrer Zwangsernährung. Dabei ist zu beachten, dass Zwangsernährung eine lebensgefährliche Foltermethode ist, unter der z.B. Holger Meins starb,
- durch die unerbittliche Einschüchterung jeder Solidarisierung draussen: jeder, der mit einem Flugblatt, wo die Forderungen der politischen Gefangenen enthalten sind, erwischt wird, wird festgenommen und der Unterstützung einer kriminellen Vereinigung angeklagt; Demonstrationen werden verboten und unter massivsten Polizeiaufgebot unterdrückt, wie z.B. die geplante Solidaritätsdemo vom 7. März in Frankfurt.

Dies alles ist Bestandteil

laufen; so sympathisch aber diese Revolten erscheinen mögen, so bleiben sie doch willensschwach und ohne Zukunft, weil sie durch den Horizont der bürgerlichen Kultur und durch die Angst, in das Proletariat abzusinken, gelähmt sind. Nur ein starker proletarischer Klassenkampf ist imstande, diese Schwankungen der kleinbürgerlichen Schichten zu neutralisieren, während die Besten unter ihnen versuchen werden sich in den Kampf gegen den Kapitalismus einzureihen. Darin bestanden die Schwierigkeiten, auf die die Züricher Bewegung gestossen ist und die erklären, warum es der Sozialdemokratischen Partei (SP) letztendlich mithilfe ihrer charakteristischen Demagogie (gewisse Abgeordnete und Persönlichkeiten haben sich nicht davor gescheut, die Führung

einer breiten Repressionswelle welche die deutsche Bourgeoisie nicht allein gegen die politischen Gefangenen entfesselt. Angesichts einer Hausbesetzerbewegung, die sich in Deutschland verbreitert, angesichts der Kasserungen von Jugendrevolte, werden Städte und Stadtviertel in letzter Zeit von der Polizei regelrecht belagert. Demonstranten, die gegen die Räumung von besetzten Häusern oder für die Freilassung von inhaftierten Hausbesetzern auf die Strasse gehen, werden durchsucht bis in die Hauseingänge und U-Bahn-Schächte verfolgt und zusammengeknüppelt, werden massenweise festgenommen (allein in Nürnberg 140, in Frankfurt 70, in Freiburg 70, in Berlin im Laufe der letzten Tage täglich zig-Leute). Abschreckungsurteile werden ausgesprochen.

Es ist noch schwierig, einen breiten und organisierten Kampf gegen die Repression und vor allem eine wirksame Solidarität mit den politischen Gefangenen ins Leben zu rufen.

Diese Schwierigkeit die vor allem in den Kräfteverhältnissen begründet liegt, ist auch auf die konfuse Perspektive sowohl der radikalen Jugendlichen als auch der Gruppen, die sich mit der Unterstützung der politischen Gefangenen befassen, zurückzuführen. Die Jugendlichen fördern einer autonomistischen, anarchoiden und aktivistischen Auffassung, deren Ergebnis die Desorganisation und Zersplitterung gegenüber dem Klassenfeind ist. Die kleinen Solidaritätsgruppen sind ihrerseits nicht in der Lage, den Kampf gegen die bürgerliche Repression und für die Unterstützung der Gefangenen in einem Klassenlicht zu sehen; sie sind nicht in der Lage, eine sektiererische und zugleich augenblicksbornierte Auffassung zu überwinden und die harte und langfristige Arbeit für die Propaganda und Agitation im Hinblick auf die Einbeziehung des Proletariats auf ihre Fahne zu schreiben. Es fehlt noch die Ausrichtung auf eine Klassen-solidarität mit allen Opfern der bürgerlichen Repression, die Ausrichtung auf einen Bruch zwischen Proletariat und Bourgeoisie bzw. Opportunismus. Umso mehr müssen wir auf allen Ebenen hartnäckig arbeiten, um eine Klassenperspektive einzubringen.

Für die KLASSENSOLIDARITÄT MIT DEN POLITISCHEN GEFANGENEN UND MIT ALLEN OPFERN DER BÜRGERLICHEN REPRESSION !

einiger Demonstrationen zu übernehmen - nämlich der friedlichen) gelungen ist, den grössten Teil der Bewegung auf dem verfaulten Boden eines bittstellerischen Reformismus zu kanalisieren, und zwar für die Forderung nach einem Kulturzentrum, für die SP selbst die Verantwortung vor den Behörden der Stadt übernehmen wollte. Diese falsche Orientierung der Bewegung und ihre Heterogenität zeigte sich von Anfang an. Den ersten, extrem gewalttätigen Demonstrationen, die den tiefen Hass eines Teils der jungen Proletarier (ungefähr 300) gegen die soziale Ordnung ausdrücken, - nebenbei bemerkt erfolgten sie ohne besondere Losungen -

(suite en page 10)

ZÜRICH
(suite de la page 9)

folgten Generalversammlungen von mehreren 1000 Jugendlichen über die Kulturpolitik. Die Versammlung vom 4. Juni (3000 Personen) im Volkshaus, bei der zwei Vertreter des Stadtrats anwesend waren, stellte nichts anderes als eine abgeschmackte Imitation einer parlamentarischen Debatte dar. Nach den ersten zwei Demonstrationen arbeiteten alle politischen und sozialen Kräfte der bürgerlichen Ordnung darauf hin, diese Hassexplosionen auf eine geringfügige kulturelle Frage zu reduzieren. Die kulturellen Vereinigungen wie die IGRF (Interessengemeinschaft Rote Fabrik) oder die "Aktionsgruppe Rote Fabrik", die mehr oder weniger verbunden sind mit der SP oder mit der sich der bürgerlichen Ordnung prostituieren den Linke den POCH, PST, LMR (Ligue Marxiste Revolution.) bzw. mit den Gewerkschaften (USS), ertränkten durch ihre Erklärungen und ihre Organisationsfähigkeiten die aus den Tiefen kommenden Revolten im Sumpf der Versammlungen und der demokratischen Debatten über die Kultur. Die extreme Schwäche der Bewegung kommt in ihren Beziehungen zur SP deutlich zum Ausdruck. Diese Partei, die für die Verwaltung der Stadt und deshalb für die polizeiliche Repression mit verantwortlich ist, konnte durch ihren linken Flügel, der sich verbal im Gegensatz zur Partei befand, die Bewegung täuschen. Indem die SP einerseits Vertreter der Staatsmacht ist, sich aber andererseits auch an der Bewegung beteiligte war sie allein imstande, die Bewegung auf der Strasse zu stoppen, um sie zwischen den Mauern eines Gebäudes an der Limmatstrasse, das vorläufig "Jugendzentrum" genannt wurde, einzupferchen.

Diese kulturelle Ausrichtung der Bewegung begann mit der Demonstration vom 30. Mai vor dem Opernhaus. Diese Ausrichtung aber nahm mit der Versammlung am 4. Juni ihr demoralisierendstes Gesicht an; sie wurde bestärkt durch die kleine Geschichte mit dem Videofilm über die Demo vom 30. Mai, der von Ethnologiestudenten (!!!) gedreht wurden war erreichte ihren Höhepunkt am 21. Juni mit der Demonstration "aller Unzufriedenen". Logischerweise war die POCH hier der grosse Organisator, und die linken Persönlichkeiten eröffneten aus Mangel an Popularität, den Marsch. Erst bei der nationalen Demonstration am 5. Juli kam es wieder zu Strassenkämpfen, bei denen die Demonstranten gegen die Repression und gegen die extrem rechten Demonstranten kämpften.

Die Demonstration vom 12. Juli, die eigentlich wegen der Freilassung aller Angeklagten organisiert worden war, liess die 300 Jugendlichen der ersten beiden Demonstrationen wieder in Erscheinung treten. Während die Jugendlichen, die durch die "demokratische Linke" organisiert waren, brav ihr Haus an der Limmatstrasse räumten, lieferte sich die 300 Radikalen und die demokratische Polizei auf der Strasse einen zwölfstündigen Kampf. Bilanz: 170 Verhaftungen und mehrere Verletzte.

Indem sie eine solche Forderung übernahm und sie im Kampf gegen die Bullen verteidigte, hat die handelnde radikale Minderheit an die Methoden des illegalen Kampfes angeknüpft. Diese gesunde Reaktion eines Teils der Bewegung zeigte, wie sehr das Gefühl für Solidarität entwickelt war. Hätte sich der Kampf auf wirkliche Klassenbedürfnisse

ALGERIEN: FÜR DIE FREILASSUNG VON BENKHALLAT UND SEINEN GENOSSEN!

Wir veröffentlichen nachstehend einen Aufruf aus einer Sondernummer unserer französisch-algerischen Zeitung El-OUMAMI (Der Internationalist) vom Jan. 1981, der sich an erster Stelle an die algerischen Proletarier in Algerien und in der französischen Emigration wendet. Es versteht sich von selbst, dass wir die Solidarität mit unseren inhaftierten Genossen als eine internationale Aufgabe verstehen, für deren Unterstützung wir alle Klassenbewussten Proletarier aufrufen.

Fünf Militanten und Kontakte unsere Organisation wurden am 27. Dezember 1980 in einem Scheinprozess durch das Militärgericht von Blida (Algerien) zu drei bis zehn Jahren Haft verurteilt. Ihnen waren unter Folter Geständnisse abgepresst worden. Sie wurden beschuldigt, eine Zelle der Internationalen Kommunistischen Partei gebildet zu haben, und wegen "Gefährdung der Staatssicherheit" und "Verschwörung" abgeurteilt. Es handelt sich um:

Mohamed BENSSADA, in Abwesenheit verurteilt zu 10 Jahren Gefängnis.

Rabah BENKHALLAT, verurteilt zu 6 Jahren Gefängnis.

Abdelmalek KENDOUR, verurteilt zu 6 Jahren Gefängnis.

Sid Ali AKKACHE, verurteilt zu 5 Jahren Gefängnis.

Mohamed NAAMAN, verurteilt zu 3 Jahren Gefängnis.

Diese Genossen waren, was von der algerischen Bourgeoisie geheimgehalten wurde, am 9. November 1978 in der Militärschule von Cherchell durch den algerischen Militärsicherheitsdienst verhaftet worden und haben ohne Prozess 2 Jahre in den algerischen Gefängnissen verbringen müssen. Ausser ihnen wurden noch weitere Personen verhaftet und gefoltert, die mit ihnen sympathisiert hatten. So haben drei Offizierschüler, die einfache Kontakte waren, mit unseren Genossen fast 2 Jahre Gefängnis absitzen müssen, bevor am Vorabend des Prozesses die Anklage gegen sie aufgehoben wurde.

gestützt, so hätte die Notwendigkeit, gegen die Repression und für die Freilassung aller Angeklagten zu kämpfen, einen tiefen proletarischen Sinn bekommen; denn dies hätte den Kampf einer Klassenbewegung bedeutet, die es verstanden hätte, sich einen Freiraum für die Entwicklung eines minimalen Klassenlebens zu schaffen. In Zürich ging diese gerechte Forderung im Konzert des Kleinbürgerlichen Gejammers gegen die Polizeirepression unter. Dies war kein Kampf, der es der Klasse erlaubte, sich vollkommen unabhängig zu behaupten; es wurde ein Kampf aller Demokraten.

Nach dieser brutalen Unterdrückung des kämpferischsten Teils ist die Bewegung für einige Wochen zum Erliegen gekommen. Aber Anfang September wurde eine erste Demonstration gegen die viel zu teuren Wohnungen für Jugendliche organisiert. Und in der Woche, nachdem die Behörden das Zentrum geschlossen hatten, kam es wieder zu einer Demonstration, bei der in der Nacht vom 6. auf den 7. September ungefähr 2000 Jugendliche gegen die Bullen kämpften. Bilanz: 370 Verhaftungen und - zig Schwer-

Daneben wurden noch weitere Soldaten 20 Tage festgehalten und gefoltert, weil sie das "Verbrechen" begangen hatten, unsere Presse zu lesen, die übrigens zum damaligen Zeitpunkt in Algerien frei verkäuflich war.

Im Laufe des Prozesses hat unser Genosse Rabah Benkhalat eine mutige Erklärung abgegeben: Trotz Anwesenheit des militärischen Sicherheitsdienstes im Gerichtssaal hat er die Folter angeprangert, die er und seine Genossen in den Händen des militärischen Sicherheitsdienstes erlitten hatten, und er hat den algerischen "Sozialismus" entlarvt.

Die Verhaftungen im November 1978 erfolgten zum Zeitpunkt der Verschlechterung des Gesundheitszustandes von Boumediene. Die algerische Bourgeoisie befürchtet, dass die Auseinandersetzungen an der Spitze, die Solche Ablösungsprozesse zwangsläufig begleiten, eine instabile Lage herbeiführen würden, was die Massen und Militanten für eine Stärkung der Propaganda und der politischen Agitation hätten ausnutzen können.

Das Ausmass der im November 1978 in Cherchell ausgeübten Repression sowie die Härte der gefällten Urteile zeigt deutlich die Angst der Bourgeoisie vor dem Gespenst des Kommunismus, vor der Verbreitung des revolutionären Marxismus, insbesondere innerhalb der Armee, diesem Hauptinstrument zur Verteidigung ihrer Privilegien und ihrer Herrschaft gegen den Zorn der Massen. Diese Angst ist umso grösser, als es sich bei keinem der Verhafteten um Karriereoffiziere handelte, die freiwillig in die Reihen der Armee getreten wären. Alle Verhafteten entstammen der "Kadettenschule der Revolution", die am Vorabend der Unabhängigkeit Algeriens gegründet wurde, um die Kinder der im algerischen Widerstand gefallenen Kämpfer aufzunehmen und aus ihnen, ob sie es nun wollten oder nicht, "Militärs auf Lebenszeit" zu machen. Man kann sich gut vorstellen, welches Revoltepotential in vielen dieser zwangsweise zum Militärdienst

verletzte.

Die Bewegung der Züricher Jugend ist also dazu verurteilt, entweder ins Schlepptau der bürgerlichen Linken zu geraten oder in verzweifelte Aktionen auszubringen. Das Dilemma ist das Resultat von 20 Jahren Konterrevolution, die jede wirkliche Klassenorganisation zerstört haben.

Aber es werden weitere Revolten kommen, selbst wenn nur kleine Gruppen junger Proletarier es schaffen, die Lehre aus Zürich zu ziehen, dass "nur die Kämpfer stark sind, die sich auf die wirklichen Klasseninteressen stützen" (Lenin), dann wird der Arbeitsfrieden, der das Proletariat seit mehr als 40 Jahren an das Kapital bindet, einen schweren Schlag erhalten.

Bei der schwierigen Arbeit der Reorganisation der proletarischen Kräfte beabsichtigen die Kommunisten, den Jungen Proletariern dabei zu helfen, sich für wirkliche Klassenziele zu organisieren. Sie bekämpfen dabei - überall, wo es notwendig ist - die kleinbürgerlichen Illusionen eines gemeinsamen Kampfes aller Jugendlichen.



auf Lebenszeit verpflichteten Jungen Leute steckt.

Alle kämpferischen Arbeiter und Jugendlichen, die sich der konterrevolutionären Gefahr des bürgerlichen Militarismus bewusst sind, alle diejenigen, die vom Hass gegen die Bourgeoisie, die Ausbeuter und ihren Staat beseelt sind, müssen unseren Kampf um diese politischen Gefangenen auch als ihren Kampf begreifen. Es geht um einen Kampf, der darauf abzielt, auf dem Boden des unnachgiebigen Klassenkampfes die grösstmögliche Zahl von kämpferischen Arbeitern und Jugendlichen zu mobilisieren, um die Freilassung unserer inhaftierten Genossen oder - solange man dies nicht erreichen kann - zumindest weniger inhumane Haftbedingungen zu erzwingen: Verlegung in ein Zivilgefängnis: erweitertes Besuchsrecht für alle Familienangehörigen und Freunde: Recht, Bücher und sonstige Publikationen zu erhalten und zu lesen: Recht, Pakete zu erhalten usw.

Wir machen aus diesem Kampf nicht eine Art "Privatsache" unserer Organisation. Die Verhaftung und Verurteilung unserer Militanten und Kontakte ist nur eine weitere Episode der bürgerlichen Repression, die täglich die Arbeiterklasse und die armen Massen Algeriens trifft, währenddessen sich die neue, aus der Unabhängigkeit hervorgegangene herrschende Klasse mäht und Reichtümer über Reichtümer anhäuft. Der Kampf für ihre Freilassung ist nicht zu trennen von der Vorbereitung einer Klassenantwort auf die bürgerliche Repression.

Die kämpferischen Arbeiter und Jugendlichen, die sich gegen die bürgerliche Repression und für die Erringung jener politischen und gewerkschaftlichen Kampfraums, der für die Entwicklung der Arbeiterbewegung in Algerien unerlässlich ist (nämlich die berühmten politischen und gewerkschaftlichen Rechte, die man nur in einem Kampf gegen die Bourgeoisie erzwingen kann) schlagen wollen, müssen die Forderung nach der bedingungslosen Freilassung aller politischen Gefangenen und nach der freien Rückkehr aller politisch Verbannten zu ihrer eigenen Forderung machen.

- NIEDER MIT DER BÜRGERLICHEN REPRESSION !
- FREILASSUNG ALLER ANONYMEN GEFANGENEN, DIE IN DIE KERKER DER ALGERISCHEN BOURGEOISIE GEWORFEN WURDEN !
- FREILASSUNG VON BENKHALLAT UND SEINEN GENOSSEN !
- FREIE RÜCKKEHR FÜR ALLE POLITISCH VERBANNTEN !
- GEWERKSCHAFTLICHE UND POLITISCHE MEINUNGS-, VERSAMMLUNGS-, UND ORGANISATIONSFREIHEIT !

Ed. responsable :

Saro
20, rue Jean-Bouton
Paris - 75012